Vol 18 # 49 • Du 4 au 10 Juin 2025

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

NOS ENNEMIS SONT LES PAYS IMPÉRIALISTES !

Voir page 4

Kémi Séba, panafricaniste de renommée mondiale, déclare aux Haïtiens que ce sont les nations impérialistes, et non les « gangs », qui sont leurs ennemis

QUAND LES DIRIGEANTS MENTENT À LA NATION !

Voir page 3

De gauche à droite le conseiller présidentiel Leslie Voltaire et le Premier ministre Alix-Didier Fils-Aimé, deux fieffés menteurs

Lansman ofisyèl sezon siklòn 2025 la

Page 6

Kémi Séba, World-Famous Pan-Africanist, Tells Haitians that Imperialist Nations, Not "Gangs," Are Their Enemy

Page 9

En Haïti, une révolution est en marche

Page 7

La guerre vient d'en haut, la paix d'en bas !

Page 10

Mexique : la grève des enseignants de la CNTE se poursuit !

Page 17

La lutte contre l'insécurité est aussi celle des classes ennemies !

Par Berthony Dupont

La réalité que nous vivons aujourd'hui en Haïti reflète le rôle des élites intellectuelles, politiques et économiques réactionnaires qui n'ont qu'une seule option : détruire le peuple haïtien. Sous prétexte de le protéger et de protéger le pays, l'oligarchie a créé une crise qui n'est pas un accident historique, mais plutôt un projet planifié. Et elle entend la mener jusqu'au bout.

Comment comprendre le jeu alors que cette classe aisée persiste sur la voie de la destruction totale ? Le gouvernement au service de cette classe dirigeante ne voit et n'entend que le discours des élites possédantes, alliées naturelles des grandes puissances impérialistes et capitalistes. Il n'a qu'un seul programme pour le pays, bien qu'il l'ait essayé à maintes reprises et qu'il aboutisse toujours au même fiasco. Malgré cela, il reste inébranlable, refusant toute autre alternative, car la seule voie qu'il emprunte est celle qui mène à un pays de plus grande pauvreté et de misère et à un paradis pour le capital transnational.

En réalité, ce n'est guère le pays que le Conseil présidentiel de transition, authentique représentant de la bourgeoisie, souhaite aider ou protéger, mais ses propres intérêts. Il tente désespérément, par tous les moyens, de défendre les positions menacées des capitalistes. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre cette unité naissante au sein de la classe des affaires, comme elle l'a fait pour financer certains coups d'État contre le pays par le passé. En effet, c'est le laboratoire impérial qui décide de l'orientation du pays et impose sa volonté. Il en va de même pour la bourgeoisie, qui s'enrichit tout en imposant ses vérités par des canaux impérialistes. La consigne de cette bourgeoisie antinationale est de faire éclater une guerre civile dans le pays. Et pour cela, il lui faut créer une atmosphère appropriée : l'armement des individus dans les ghettos constitue l'un des moyens pour y parvenir.

Ces riches hommes et femmes sont des traitres de la pire espèce qui ont causé de grands torts au pays. Leur récente action d'engager Erik Prince, fondateur de la société militaire privée Blackwater est une manifestation malhonnête de la lutte de classe. Ce contrat a été escroqué pour masquer la situation en lançant des opérations meurtrières, non pas spécifiquement contre des groupes armés, mais pour terroriser la population rebelle afin que rien ne change et que le statu quo moribond demeure tel quel.

Cet acte prouve une fois de plus que la bourgeoisie haïtienne, tout comme les impérialistes, n'ont nul besoin d'unité populaire. Ils ne veulent ni la paix ni aucun accord de solidarité populaire. Leur seule préoccupation est de se lancer dans de faux projets de référendum pour imposer un mode de vie à la société, de fausses élections interminables au lieu d'engager l'ensemble de la population dans un projet national où chacun pourrait contribuer à la construction de la nation debout sur un nouveau piédestal. Ils préfèrent exacerber les contradictions sociales au point que, selon eux, dialoguer ce serait armer leur ennemi de classe contre eux.

Le dialogue, selon la classe politique, est néfaste et nuira aux intérêts de la classe dominante pro-capitaliste. Ainsi, le gouvernement ne s'engagera dans aucune forme de dialogue, sous aucun prétexte, car cela forcerait le prolétariat, les travailleurs, les jeunes et les paysans pauvres à négocier leur propre avenir. Le dialogue est le projet de ceux qui veulent trouver des solutions, qui aspirent au changement. C'est sortir les masses populaires, opprimées d'une détresse abyssale. C'est l'espoir.

Pourtant, cette classe, ce cartel occidental qui continue de mener la danse comme bon lui semble, n'est pas prête à ce que les cartes soient redistribuées cette fois selon des critères progressistes. Ces oligarques corrompus rejettent tout simplement le dialogue national pour entretenir les inégalités croissantes et mortelles qui alimentent l'exaspération et la contestation sociale. Le contrat signé entre la classe dirigeante des affaires, que représentent le Premier ministre de facto Alix Didier Fils-Aimé, et Laurent Saint Cyr, le prochain Président du CPT avec les mercenaires professionnels de Blackwater, ne mènera nulle part, si ce n'est que pour rassurer la mainmise de la bourgeoisie compradore sur l'appareil d'État, de sorte que rien ne change pour les pauvres, comme cela a toujours été le cas. Ce serait un nouveau pas dans la mauvaise direction. Cela pourrait atténuer le problème pendant un certain temps, mais il rebondira sûrement encore plus fort et plus déterminé que jamais.

Cette classe de gens, si ignorante, prétend défendre ses intérêts, mais ce sont ses propres intérêts qu'elle détruit en s'accrochant à la corde raide, et elle ne cédera rien pour que le peuple, moteur du changement, puisse enfin respirer. Cette classe d'affaires n'a jamais rien construit, rien entrepris dans l'intérêt de la collectivité nationale. Si elle gère aujourd'hui sous le faux prétexte de l'insécurité, c'est pour tout écraser sur son passage au nom des intérêts des multinationales américaines. Cette réaction de la bourgeoisie démontre clairement que le système est bloqué ; il ne peut et ne pourra plus progresser ni fonctionner normalement sans un redémarrage complet. Et pour relancer cette machine et sortir le peuple de son anémie structurelle, il faut mettre un terme à la politique criminelle d'asphyxie.

Plus que jamais, le peuple, force irrésistible, est le seul moteur politique et social capable de susciter en profondeur le changement. Tout ce qui est entrepris à ses dépens, ou contre lui, est vain sans sa participation. Et jusqu'à présent, toutes les tentatives du gouvernement, depuis Washington, d'utiliser la démagogie populiste pour paralyser la lutte pour un véritable changement, toutes ont échoué. Tout cela a alimenté la crise actuelle au lieu de l'apaiser. En réalité, les groupes armés ne sont pas la maladie qui afflige le pays, mais un symptôme de cette maladie, qui n'est autre que le système capitaliste corrompu, qui consomme d'énormes ressources pour le pillage et l'exploitation croissante de la classe ouvrière. Tout comme les forces étrangères et locales, les mercenaires internationaux ne peuvent pas être un moyen de mettre fin à l'insécurité.

Quel que soit l'écho que suscite cette initiative apparemment peu convaincante, c'est par la lutte des classes que le peuple mettra fin au phénomène de l'insécurité. Cela signifiera mettre fin à la misère, au chômage, à la pauvreté, et au trafic d'armes et d'organes contrôlés par la bourgeoisie. Bref, à toutes ses politiques criminelles et à ses réformes antipopulaires. Pour ceux qui se rangent du côté de la classe ouvrière, rien n'est plus urgent que de se préparer à un affrontement frontal avec la classe ennemie, qui n'est autre que le secteur privé des affaires, le gouvernement et leurs soutiens occidentaux.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : $ _____

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ /_____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Quand les dirigeants mentent à la nation !

De gauche à droite le ministre de la Justice, Patrick Pélissier, le Premier Ministre Alix-Didier Fils-Aimé, le conseiller présidentiel Leslie Voltaire et le secrétaire d'Etat à la sécurité Mario Andrésol

Par Henriot Dorcent

L'Exécutif haïtien a deux têtes : le Conseil présidentiel de transition (CPT) et la Primature. Ces deux entités de l'appareil d'État haïtien imposé par les puissances occidentales ont menti éhontément à la nation sur l'existence d'une quelconque Force opérationnelle (Task Force) dans le pays et sur son utilisation de drones kamikazes dans les quartiers populaires.

Selon des rapports de l'Exécutif publiés dans la presse, le CPT et le gouvernement ont créé une Force opérationnelle, une nouvelle unité composée d'agents de l'Unité de sécurité du Premier ministre (USPM) et d'agents de l'Unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), dans le but de lutter contre ce qu'ils appellent les gangs.

Le conseiller Fritz Alphonse Jean, l'homme du budget de guerre

Ainsi, le 1er mars 2025, sous la présidence de facto du conseiller Leslie Voltaire, une opération de drones de grande envergure a eu lieu au Bas-Delmas, près de la résidence de Jimmy Cherizier. Suite à cette opération, le Conseiller présidentiel Emmanuel Vertilaire et le locataire de la Primature Alix Didier Fils-Aimé, ont tous deux revendiqué cette opération policière menée dans le Bas-Delmas pour capturer Jimmy Chérizier.

Le Conseiller présidentiel Leslie Voltaire a, pour sa part, rassuré à juste titre le quotidien Le Nouvelliste que : *« La force opérationnelle (Task Force) regroupe toutes les unités de la PNH du Palais national et celles de la Primature. Auparavant, ces unités défendaient des points fixes. Maintenant, elles attaquent.»*

La page Facebook de la Primature indiquait : « *La force opérationnelle (Task Force) créée par le gouvernement et le CPT, en moins de 48 heures, commence à porter ses fruits. Une opération d'envergure est en cours dans le Bas-Delmas : plusieurs bandits ont déjà été neutralisés. Les forces de sécurité sont mobilisées et une présence permanente a été déclarée. L'État ne cédera pas au terrorisme. Peuple haïtien, gardez espoir : le gouvernement est à vos côtés dans ces moments difficiles. La victoire contre les gangs est en marche. »* Haïti reprendra le contrôle de son destin !

Pour appuyer ses actions, le Premier ministre a confirmé au journal Le Nouvelliste : *« Il y a bien eu une attaque. Plusieurs bandits ont été tués. »* Le chef du Haut Conseil de la Police Nationale a ensuite ajouté : *« Cette opération est le fruit d'une combinaison de forces de la Primature et du Palais national, sous le commandement de l'Inspecteur général Vladimir Paraison. »*

Sur son compte X, le Premier ministre a écrit également : *« La Task Force, récemment créée par la Primature et le CPT, est en pleine opération au bas de Delmas, dans le fief du chef de gang « Barbecue », comme on le surnomme. Dans le cadre de cette opération, plusieurs bandits ont été arrêtés. Nou pap pèdi lafwa ! »*

« Ma seule issue est de rétablir la sécurité, condition sine qua non à l'organisation des élections. » La sécurité passe nécessairement par de nouvelles attaques comme celles perpétrées au bas de Delmas aujourd'hui.

« Pour la population, je garantis que ces attaques déstabiliseront les gangs et permettront aux personnes déplacées de regagner leurs quartiers. » « Cette bataille vise à placer les gangs sur la défensive, une façon pour la PNH et le gouvernement de donner un répit à la population.»

Beaucoup de gens ont été surpris lorsque l'article du New York Times a révélé que les actions menées dans le pays depuis début mars étaient menées par des mercenaires de Blackwater. Cela signifie qu'il n'y a jamais eu de Force opérationnelle, le gouvernement racontant sa version des faits pour duper la population.

En réalité, il n'y a jamais eu de (Task Force) Force opérationnelle, mais pourquoi l'exécutif ment-il ? Cela signifie qu'il cache quelque chose. Mais que cache-t-il ici pour que la population ne le sache pas ?

Ils n'ont jamais rien dit sur l'affaire Blackwater, et à ce jour, malgré l'ampleur de l'affaire, le gouvernement n'est jamais venu expliquer au pays ce qu'il en est. Où le New York Times a-t-il trouvé les informations qu'il rapporte ici ?

Cela nous indique déjà, un gouvernement qui repose sur le mensonge et le bluff, à quoi devons-nous nous attendre ?

Mentir à son peuple est un acte de trahison extrême. Est-ce parce qu'ils ne veulent pas que le peuple sache combien d'argent ils versent à leurs mercenaires ? Une façon pour le pays d'ignorer si le budget de guerre servait à remplir les poches des mercenaires étrangers à leur solde, tandis que les policiers du pays ne peuvent même pas gagner le maigre salaire qui leur est dû. N'est-ce pas une démarche pour que la population ignore combien d'argent ces conseillers se mettent dans leurs poches ?

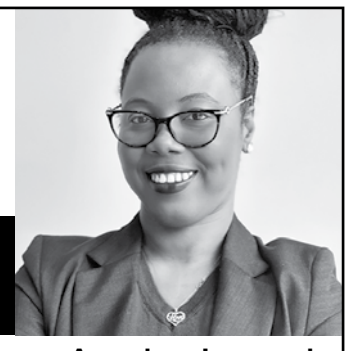
Le chef de la garde présidentielle Vladimir Paraison

Les menteurs et braqueurs de banques doivent démissionner. Ce ne sont que des traitres qui ne se contentent pas de leur corruption et de leur gaspillage. Sous l'influence des classes dirigeantes, ils ont engagé des mercenaires étrangers pour une nouvelle violation de la souveraineté nationale.

N'est-ce pas un coup d'État contre le peuple et contre le pays ?

Ces dirigeants ne valent rien ils doivent être mis à la illico !

GEHI & ASSOCIATES
Attorneys and Counselors at Law



FREE CONSULTATION

Naresh M. Gehi, Esq. **718-764-6911** Annie Joseph

* TPS
* Political Asylum
* Fiancé and Spouse Visas
* Sponsoring Relatives
* "Pwogram Biden"
* Deportation
* Citizenship
* All other Immigration Matters

"Nou Pale Kreyòl"

Reasonable Fees
Tel: **718-577-0711**
www.gehilaw.com

104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 Tel: 718-577-0711
74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. Tel: 718-263-5999
173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. **Tel: 718-764-6911**

Nos ennemis sont les pays impérialistes !

Kémi Séba arrivant à Cap-Haïtien en provenance de Cuba, le 28 mai.

Le public réagit à Kémi Séba lors de son discours à Limonade.

Par Isabelle L. Papillon

Kémi Séba, célèbre militant panafricain, journaliste et auteur, est arrivé en Haïti le 28 mai. Il a créé un véritable tsunami politique la semaine dernière, avec ses conférences de presse, ses interviews et ses discours, en insistant à plusieurs reprises sur quatre points principaux.

Premièrement, les nations impérialistes, principalement les États-Unis et la France, sont les principaux ennemis du peuple haïtien et la source de sa crise actuelle, bien qu'elles se présentent comme leurs sauveurs et leurs amis. Deuxièmement, les groupes armés d'Haïti ont été diabolisés, en grande partie par la propagande impérialiste, et ne sont pas les ennemis du peuple. Au contraire, une plus grande unité entre les groupes armés et le peuple est essentielle à la libération du pays. Troisièmement, Haïti est le berceau de tous les mouvements de libération nationale, y compris ceux qui ont sévi sur le continent africain des années 1960 à nos jours. Quatrièmement, malgré la déstabilisation, la pauvreté et une image négative dans la presse grand public, le peuple haïtien possède un potentiel énorme, et sa révolution réussie aujourd'hui encouragerait les populations en difficulté du monde entier.

Kémi Séba s'exprimant lors de sa première conférence de presse en Haïti depuis l'hôtel Brise de Mer à Cap-Haïtien.

Kémi Séba s'exprimant au Campus Henri-Christophe de l'Université d'État d'Haïti à Limonade, le 2 juin 2025.

Séba a donné le ton lors dès sa première conférence de presse au célèbre hôtel Brise de Mer du Cap-Haïtien. Il y a déclaré : « *L'ennemi des gangs haïtiens n'est pas le peuple. Et l'ennemi du peuple haïtien n'est pas les gangs. L'ennemi du peuple haïtien, des gangs au peuple, est en réalité le système colonial qui cherche à soumettre Haïti.* »

Il a poursuivi : « *Ceux qui sont diabolisés par le système sont souvent des résistants potentiels. Mais le peuple doit pouvoir se parler à nouveau, les gangs doivent pouvoir cesser d'attaquer leurs semblables, et les gangs et le peuple doivent comprendre que l'ennemi n'est pas dans notre sang, mais à l'extérieur : le gouvernement canadien, le gouvernement français, le gouvernement américain, qui depuis tant d'années se présentent à vous comme les bons Samaritains d'Haïti.* » Il a décrit ces impérialistes comme « *ceux qui se présentent comme les meilleurs amis de notre peuple* » tout en le corrompant et en le confondant avec « *le financement de réseaux mondialistes et néolibéraux qui se présentent comme les amis de la justice sociale, mais qui ne veulent pas que nous puissions avoir notre propre vision sociétale* ».

Séba avait également appris, en discutant avec d'autres Haïtiens, que « *au sein de ces "gangs"… un certain nombre d'entre eux peuvent devenir des groupes de libération. Les gangs peuvent devenir des personnes qui orientent la protestation populaire vers une noble cause : la protection d'Haïti.* »

Le discours le plus marquant de Kémi Séba a eu lieu à l'Université d'État d'Haïti, dans la ville de Limonade, au nord du pays, sur le campus Henri-Christophe. C'est là qu'il a développé son message devant un public enthousiaste de centaines d'étudiants et de professeurs.

Il a commencé par dénoncer la Mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS), parrainée par les États-Unis et dirigée par le Kenya.

Si le prolétariat haïtien et les "gangs" comprennent qu'ils ont un ennemi commun, comment pensez-vous que ceux qui occupent leur pays et colonisent leurs esprits réagiront ? Ils feront tous leurs valises et retourneront à Washington, Paris, au Canada et ailleurs, car ils sauront qu'ils ont été identifiés, comme les forces déstabilisatrices du pays. Je ne suis pas de ceux qui se réjouissent que l'Union africaine, qui compte à sa tête un certain nombre de dirigeants corrompus recevant des ordres des États-Unis [et] de l'Union européenne [ordonnant] aux soldats kenyans de tirer sur des frères qui sont ici appelés les "gangs". Le problème, ce ne sont pas les "gangs". Le problème, ce sont ceux qui livrent des armes aux "gangs" en tant que tels.

Il a ajouté qu'Haïti était au bord d'une révolution.

« *Haïti est à la croisée des chemins* », a-t-il déclaré. « *Vous pouvez soit aller vers la destruction finale, soit vers la résurrection ultime, ce qui peut être un outil géopolitique fondamental pour le reste de l'humanité. Géographiquement parlant, Haïti est un pays qui pose problème à l'oligarchie occidentale. Vous êtes proche des États-Unis, à quelques heures de Miami. Le gouvernement américain sait que si une approche révolutionnaire est adoptée ici, la situation sera bien pire qu'à l'époque de Cuba, de la grande Cuba, lorsqu'ils étaient proches du territoire américain, mais avec une dynamique géopolitique différente.* »

« *Vous souffrez, il y a la précarité, l'injustice sociale, l'insécurité, c'est une réalité* », a-t-il poursuivi. « *Mais vous avez en vous, en vous toutes les clés de votre survie. En vous, en vous tous, les clés de votre libération. En vous, en vous tous, les solutions pour avancer sur le chemin de l'autodétermination.* »

Dans son discours, Kémi Séba a également pointé du doigt les dirigeants haïtiens actuels qui collaborent avec l'impérialisme. « Oui, le colonialisme est à Washington. Oui, le colonialisme est à Paris. Oui, le colonialisme est au Canada. Mais nous devons commencer par lutter contre le colonialisme dans nos rangs », a déclaré Séba. « *Les dirigeants qui reçoivent leurs ordres de l'extérieur, qui acceptent d'être… dans une soumission volontaire, une servitude volontaire, sont les principaux adversaires du peuple haïtien. Et si nous ne comprenons pas que lorsque les élites ne font pas leur travail, le peuple doit le faire lui-même, nous ne parviendrons pas à faire bouger les lignes pour que notre peuple puisse être libéré.* » À Limonade, Séba a également déclaré ouvertement avoir parlé directement à « *plusieurs chefs de gangs qui, depuis le début de notre séjour, nous ont contactés. Nous rendrons publique dans quelques jours leur proposition, issue de l'appel que j'ai lancé… Vous serez surpris d'apprendre dans quelques jours que les chefs de gangs les plus puissants ont compris le message… et sont prêts à… s'organiser en force civique pour résister au système néocolonial.* »

Le 2 juin, Jimmy « Barbecue » Cherizier, principal dirigeant et porte-parole du parti Viv Ansanm (Vivons ensemble), issu d'une coalition de groupes armés du Grand Port-au-Prince, a réagi chaleureusement. Il a publié une déclaration officielle saluant la présence de Kémi Séba et son message d'« unité et de fraternité » en Haïti. Après avoir rejeté et dénoncé la classification de Viv Ansanm comme organisation « terroriste » par l'administration Trump le mois dernier, Cherizier a déclaré à Séba que « son message a toujours été le nôtre, et que notre principe directeur a toujours été "*l'union fait la force*". Nous avons toujours voulu nous unir au peuple pour détruire le système en place. Mais malheureusement, ce système est fort et puissant, utilisant les médias locaux et internationaux pour ternir notre image et notre réputation, même si nous reconnaissons que nous avons commis de nombreuses erreurs dans notre lutte. » Il a déclaré à Séba que « votre message est là où nous voulons aller et où nous devons aller : le message de l'unité et de la fraternité. »

Kémi Séba s'est également adressé à plusieurs médias haïtiens. Dans une interview intéressante accordée à Agora TV de la RTC le 2 juin, il a déclaré : « *Le problème fondamental d'Haïti est son manque de souveraineté. Ses élites prennent leurs ordres à Washington, Paris, Montréal, et nous ne pourrons pas fonctionner de cette façon. Il y a une nouvelle prise de conscience. Nous avons besoin d'une nouvelle cérémonie du Bwa Caïman où se réunissent différents esclaves rebelles, hommes et femmes de différentes ethnies, de différentes spiritualités, qui décident d'unir leur sang pour protéger la nation, la population. Je pense qu'aujourd'hui, certaines entités que l'on appelle aujourd'hui des « gangs », mais qui pourraient être comparées autrefois à certaines entités tribales qui ont fait la guerre, doivent comprendre que cette guerre ne les sert pas et doivent réorienter leur colère et leur dissidence contre ceux qui les ont manipulés pendant si longtemps. Je donnerai bientôt des détails sur mes interactions avec certains membres de ces groupes [armés] là-bas, mais je peux vous assurer que de plus en plus de personnes comprennent qu'elles ont été instrumentalisées et qu'il est nécessaire de cesser la persécution envers le peuple.* »

Il a également expliqué qu'il existait différents niveaux de conscience politique parmi les chefs de groupes armés avec lesquels il s'est entretenu et qu'il fallait « identifier les éléments les plus conscients au sein de ces "gangs" », afin qu'ils deviennent des « *groupes patriotiques qui contribuent à la libération d'Haïti, qui demandent pardon pour les crimes commis… Mais la rédemption est un processus africain, la résilience est un processus africain et haïtien.* »

Dans une autre interview accordée à Radio Tropicale le 2 juin, Séba a déclaré : « *Nous avons besoin d'une révolution citoyenne. Je n'appelle pas aux armes ni à d'autres moyens, car dès qu'on prononce le mot "Révolution", certains paniquent. Il faut une révolution des consciences, il faut une unité du prolétariat.* » Il a ensuite poursuivi : « *Le jour où il y aura une union révolutionnaire après une grâce demandée par les membres des gangs… Il y aura un pardon, une commission de pardon et de réconciliation. Ce jour-là, il y aura une transversalité au sein de l'union et tout le monde se retournera contre l'ennemi commun, celui de ceux qui veulent voir Haïti à genoux…* »

Jimmy « Barbecue » Cherizier souhaitant la bienvenue à Kémi Séba en Haïti dans une déclaration officielle, le 2 juin 2025.

Je peux vous assurer qu'Haïti peut redevenir grand, et cela en beaucoup plus peu de temps que vous ne le pensez. En réalité, Haïti pourra redevenir un centre de gravité de la Révolution, comme il l'était à ses débuts. »

Le Collectif Migration et Droits Humains dénonce les violations des détentions sans mandat et les expulsions de mineurs

Face à cette situation, la Commission mexicaine des migrations et des droits humains (CMDH) a exigé une politique d'immigration respectueuse de l'État de droit.

Le Collectif Migration et Droits Humains (CMDH) a dénoncé ce lundi une série de violations systématiques commises lors des opérations d'immigration en République dominicaine, notamment des expulsions de mineurs non accompagnés, des détentions arbitraires de personnes en possession de documents valides et des perquisitions sans mandat.

Lors d'un événement public intitulé *« La solidarité est mon drapeau »*, organisé à l'Université autonome de Saint-Domingue, l'organisation a exigé du gouvernement l'arrêt immédiat de ces procédures, soulignant qu'elles portent atteinte à la légalité et aux droits fondamentaux et affectent particulièrement les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes en cours de régularisation.

Elle a également signalé que, malgré le paiement des frais correspondants, des dizaines de personnes ne parviennent toujours pas à renouveler leur statut migratoire en raison de retards institutionnels utilisés ultérieurement pour justifier leur expulsion. *« Sans rendez-vous, sans assistance et avec des procédures paralysées, l'État lui-même contraint des personnes à se retrouver en situation irrégulière »*, a déclaré l'organisation.

Politique d'immigration juste et durable

Face à cette situation, le CMDH a exigé une politique d'immigration respectueuse de l'État de droit, avec des processus transparents et accessibles, conformes au droit national et international. *« La régularisation ne signifie pas l'octroi de la nationalité. Il s'agit d'instaurer un ordre et des règles claires pour tous. Sans régularisation, il n'y a que mafias, abus et manque de contrôle »*, ont déclaré les porte-parole du groupe.

Ils ont également souligné que la persécution et la criminalisation ne résolvent pas le problème migratoire, mais engendrent plutôt une plus grande insécurité, une plus grande précarité de l'emploi et une violence institutionnelle accrue.

Des personnalités telles que le député dominicain-américain Adriano Espaillat, la journaliste Altagracia Salazar, l'homme d'affaires Fernando Capellán, l'économiste Antonio Ciriaco, la représentante de l'ONU dans le pays Julia Sánchez, des dirigeants associatifs et syndicaux, ainsi que diverses organisations sociales, ont participé à l'événement.

Tous ont convenu de l'urgence de mettre fin aux abus et de redéfinir l'approche migratoire du pays. « *Ce n'est pas une question de gauche ou de droite, mais d'humanité, de droit et d'avenir commun* », a déclaré l'un des intervenants.

Non à la campagne illégale d'expulsions massives de femmes et même des enfants

Les allégations incluaient également des séparations forcées de mères et de leurs nouveau-nés, ainsi que des raids contre des communautés et des centres médicaux sans décision de justice, en violation de multiples réglementations nationales et internationales. Des vols de téléphones portables et d'argent liquide lors d'arrestations, ainsi que des agressions sexuelles sur des femmes détenues, ont également été signalés.

« Ce n'est pas que le système ne fonctionne pas. C'est qu'il est utilisé à des fins néfastes », a déclaré le CMDH.

Le groupe a salué l'ouverture au dialogue annoncée par le Conseil économique et social (CES) et a réaffirmé que toute politique migratoire durable doit privilégier le respect des droits humains, l'efficacité institutionnelle et le bien-être collectif.

Acento 3 juin 2025

Pour un véritable plan de régularisation sans discrimination

Le centre de détention insalubre et surpeuplé de Haina

Par Collectif HaitianosRD

Le collectif #HaitianosRD rassemble des dirigeants d'organisations populaires, des leaders sociaux et des militants d'origine haïtienne, pour la défense des droits humains et de la dignité de notre communauté.

L'article 39 de la Constitution dominicaine stipule que : *« Tous les êtres humains naissent libres et égaux devant la loi, bénéficient d'une protection et d'un traitement égaux de la part des institutions, des autorités et de toute autre personne, et jouissent des mêmes droits, libertés et opportunités, sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la couleur, l'âge, le handicap, la nationalité, les liens familiaux, la langue, la religion, les opinions politiques ou philosophiques, le statut social ou personnel. »*

La réalité à laquelle nous sommes confrontés dans les communautés et les quartiers du pays est différente. Depuis plusieurs années, une campagne illégale d'expulsions massives est en cours, comprenant des perquisitions sans mandat, des détentions arbitraires basées sur la couleur de peau, la détention et l'expulsion d'enfants non accompagnés, ainsi que la détention de femmes enceintes, entre autres mesures arbitraires contraires à la loi dominicaine. Après cinq ans de violations systématiques des droits humains, des milliers de travailleurs et de personnes pauvres ont été victimes de vols, d'extorsions, de coups, de torture, de viols et même de meurtres aux mains des agents de l'immigration, de la police et de l'armée. Nous sommes confrontés à un état d'urgence qui a suspendu la procédure régulière pour les personnes d'origine haïtienne.

En octobre 2024, le caractère collectif des expulsions a été entériné par l'annonce d'un quota de 10 000 expulsions par semaine. Le 21 avril de cette année, 15 mesures supplémentaires ont été annoncées, dont un protocole d'immigration pour la prise en charge des patients étrangers. Ce protocole transforme les hôpitaux en centres de détention pour migrants et vise à persuader les Haïtiens de se rendre à l'hôpital, au péril de leur santé et de leur vie, pour éviter d'être soumis à une détention violente, d'être envoyés au centre de détention insalubre et surpeuplé de Haina, et d'être expulsés vers Haïti, séparés de leur famille, de leur travail et de leurs moyens de subsistance. C'est pourquoi Lourdia Jean Pierre est décédée à El Seibo le 9 mai, après avoir été contrainte d'accoucher à domicile sans recevoir de soins médicaux. Lourdia laisse derrière elle quatre enfants orphelins et un veuf qui peine à respirer à cause de la douleur de la perte de son épouse. Nous insistons sur le fait que la vie des Haïtiens compte !

Nous sommes une communauté de travailleurs honnêtes, nous contribuons à l'activité économique et nous avons des droits. Nous payons également des milliards de pesos chaque année en impôts, comme l'ITBIS (Impôt sur le Revenu). Nous travaillons dans l'agriculture et la construction, mais aussi dans la santé et l'éducation, les sciences et les arts, le tourisme et d'autres services. Les soins de santé pour nos femmes enceintes représentent bien moins de 1 % des investissements publics en santé et sont financés par nos impôts.

Depuis la République dominicaine, la communauté haïtienne immigrée contribue également à surmonter la crise à laquelle Haïti est confrontée en contribuant, par ses transferts de fonds, à soutenir de nombreuses familles et en étudiant et en se formant pour apporter ses connaissances et son expérience à la construction d'une Haïti plus juste, plus prospère et plus libre.

Nous nous associons à l'appel en faveur d'un véritable plan de régularisation sans discrimination, avec des flexibilités similaires à celles accordées à la communauté immigrante vénézuélienne pour sa régularisation à partir de 2021. Nous invitons tous les secteurs sociaux, syndicaux, religieux et universitaires animés de convictions démocratiques à se joindre à cette tâche titanesque visant à briser les chaînes des préjugés raciaux et à garantir le respect des droits humains pour tous.

Nous appelons à la solidarité, une solidarité inscrite dans l'histoire des deux peuples, depuis l'abolition de l'esclavage en 1822 et la lutte commune pour la Restauration en 1863, jusqu'à la participation des commandos haïtiens à la guerre d'avril 1965 et, plus récemment, à la solidarité dominicaine avec les victimes du tremblement de terre de Port-au-Prince en 2010, parmi tant d'autres exemples de fraternité dominicaine-haïtienne.

Mouvement des travailleurs socialistes de la République dominicaine 3 juin 2025

Didye Dominik: Ochan pou yon Sendikalis konsekan

Didye Dominik

J. Fatal Piard

Sitiyasyon ibanizasyon tèt chaje sa a
Se rezilta demach kolonizasyon loksidan
Sitiyasyon sa a vin pi angrave pi devan
Nan lokazyon lokipasyon Yannki yo nèt

Pawoli Didye Dominik

Kòm nou toujou di l, me se mwa k travèse 2 pye devan ak anpil atis ak ekriven nou yo devan dèyè san gade dèyè. Kòm nou ka wè sa vre depi me a koumanse, lanmò gen tan marinen konplo pou l kase kou Janmaks Chout ki gen ti non atis li Frederik. Frederik kòm nou te di l nan yon atik senmenn pase a se 1 nan pi gwo komedyen hòtpòt nan feyton Lavi nan Bouk. Epi malerezman sètwouve pi fò nan komedyen bèl feyton sa a, chwal lanmò pwenn fè pa gen tan pote yo ale nan peyi Alada.

N ap sonje tou gen de gwo atis tankou Ti Manno, Bòb Male elatriye, se nan mwa me tren lanmò te pete kous kouri ak tout katchapika dan devan pou l te pase pran yo Mennen yo ale de pye devan sou zile Alada. Enben kòm lasyans pa ko janm jwenn teknik ladrès antidòt pou kwape azipopo k rele lanmò a k pe mache koupe fil lavi anpil vivan, pòv kou malere nan tout peyi san yo pa atann, nan konsa tout moun bijo chita pe tann men sòl pa yo.

E, nan tann tann konsa san l san l pat menm atann, tren lanmò pase pran kanmarad Didye Dominik jou k te dimanch 18 me a. Dapre sa kòd fanmi gwo sendikalis la rapòte bay jounalis, se yon kansè azipopo k t ap fè move trip ak katchapika l nan bout trip gwo sèvitè Vodou a. Se sa k esplike fè zouti lanmò k te lage de gidon nan dengonn li fè l rive sènen l nan chimen jennen si m te konnen toujou an reta.

Anvan n rive twò lwen nan prezante kokenn chenn sedikalis sa a kite n prese di n Didye pat konn ni pè ni krenn kite gwo privilèj ti boujwa l pou l deboulonnen desann tout boulin al jwenn ouvriye ak ouvriyèz, travayè ak travayèz yo. Batay Ouvriye, se non yon gwo òganizasyon sendika kanmarad Dominik te mete kanpe pou aprann yo Teknik pou batay kont ni jeran, ni koutye ak pwopriyetè sistèm peze souse a. Kòm gwo sendikalis konsekan, kalbas tèt Didye te toujou pe travay 24/24.

Sèvo kanmarad la travay san rete tankou yon laboratwa nan cheche pi bon teknik pou bay ouvriye ak travayè nan sektè tekstil la pi bon zouti entelijans ak ladrès pou mennen batay pou konn ki teknik pou yo kwape kansè vyolans sistèm nan mete sou wout yo. Anplis gwo wòl sendikalis pwofite pou klewonnen kouman kanmarad Didye Dominik te konn kanpe ak lespri Jal Ogou Feray nan tout tèt li pou l defann Vodou a kòm zouti devlopman pou sila a yo ki pi pòv yo.

Didye Dominik : Entèlektyèl kòk batay

Sa anpil moun pa ko rive konprann, Didye pat yon entèlektyèl konsa konsa, nan menm modèl zentèlèktyèl zagribay grapyay Kolektif Non yo. Manman lanati te kontan fè kanmarad Didye ak bon jan materyo konviksyon men yon konviksyon k toujou kanpe tèt drèt byen drèt. Nan moman istorik sa a kote rapò ant patwon ak ouvriye ouvriyèz yo chita sou eksplwatasyon san konsyans sèlman, jwenn kalib entèlektyèl konviksyon tankou Didye se tankou w te rive fè fas kare ak trip fwomi fou.

Didye pat entèlektyèl ki t ap plede pawezwe chante kantamwa l oooo je swi jete je swi ranmase ki se pawòl van detan y ap laloz nan jimnastik kore istèm peze souse a. Kanmarad la te gen konsyans dimansyon entèlèktyèl la se te yon gwo privilèj, e, se yon ti ponyen moun ki gen chans rive ladan l. Se sitou kapasite sa a k èsplike mwen anpil bèl leson. Pi bèl nan leson sa a yo fè m dekouvri gen yon bann diferans ant entelèktyèl moun seryе ki gen nanm ak zantray e ki gen poto diyite yo ki kanpe tèt drèt kou kè palmis.

Kontrèman a lòt kalib krèy zentèlèktyèl komokyèl san zantray yo depi w grate bò vant yo ak nenpòt ti grapday ki sot nan fon AID, Kèdòse, Kebèk yo koubi kouri kouche bay piyay fasil tankou yo te fè nan batay kont selebrasyon bisantnè lendepandans lan an 2004. Kòm pwodiksyon entèlektyèl Kanmarad Didye te akouche yon liv ki rele Salou E. Se nan kòkòday ak madanm li Rachèl Bovwa ki se etnològ, pitit grenn vant Ati Bovwa. Liv sa a k rele Savalou E a te pran pri nan konkou Las Amerikas nan lane 1989.

Dènye ochan pou Didye

Lè Didye Dominik travèse jou k te dimanch 18 me a, sa te fè 2 senmenn depi li te kouche tout longè sou do sou yon kabann lopital. Kòm nou te di l depi nan koumasman an se yonn vye kansè azipopo ki t ap trip nan bout trip kanmarad la. Se depi 2 senmenn tou doktè te al pantan sou azipopo sa a ki t ap mayimoulen kò l nan tout bout trip Didye Dominik jis li rive jwenn ak bout ti souf li apre 73 rèkòt kafe.

Kamarad la kite mak fabrik li nan mitan entèlektyèl nan peyi a. Didye Dominik se pwofesè sosyoloji lavi l nan Inivèsite Leta Ayisyen (ILA). Kòm pwofesè, li gen tan fòme plizyè jenerasyon etidyan ki te apresye l epi apresye l anpil anpil. Nan yon ti bat bouch Kanmarad la te gen ak Altèradyo an septanm 2017, kanmarad Didye Dominik te toujou denonse tout risk kalib fason y ap konstwi vil nou yo sitou sila a yo k nan zòn bò lanmè yo. Kanmarad la pat konn met dlo jennman nan bouch li pou l salanbe sistèm miwo miba sa a kote ti ponyen atoufè moun anlè yo fè dap piyanp sou tout richès peyi a epi kite tout mas pòv yo nan pa bon.

Apre 8 jou konsa pe glase nan fredi yon mòg, kòd fanmi Didye te deside fè lantèman l anvan pou yo te ekspedye sendikalis la. Anplis de wòl sendikalis la Didye te ougan asongwe, achitèk, pwofesè inivèsite ak entèlektyèl zantray ki te marye konviksyon la ak detèminasyon l nan gwo batay pou kore batay Mas Popilè yo tanmen pou yo te ka riven jwenn yon lavi miyò. Se jou ki te dimanch 25 me a lantèman an te fèt, apre sa aktivite pou bay memwa kanmarad la bèl ochan te òganize nan sant kiltirèl Ayisyano Brezil ki nan Petyonvil.

Nan yon bèl anbyans chalè retwouvay melanje ak tristès, anpil militan politik, anpil pyès teyat anpil kout tanbou twoup Wa Vodou Wa senklou ki te la tou, ak bon son, anpil temayaj, anpil chante pami yo Im Entènasyonalis yo te vin bay memwa kanmarad la yon dènye ochan. Detan yo t ap selebre lavi ak konba epi di kouman Didye se te yon nonm ki te gen anpil kouray marye ak bon jan konviksyon kanpe dan devan pou kore gwo batay Mas Popilè yo t ap Mennen pou yo rive nan kalfou lavi miyò. Bòn travèse Kanmarad Didye nan peyi Alada….Manman Bèf plenn !!!!! Didye Dominik travèse ak pwen l leve.

Lansman ofisyèl sezon siklòn 2025 la

Se sa sèlman yo pwòp apresa anyen menm

Direksyon Jeneral Pwoteksyon Sivil la (DGPC) te fè lansman ofisyèl sezon siklòn 2025 la vandredi 30 me ki sot pase a. Se anprezans plizyè gwo ofisyèl gouvènman tankou Konseye prezidansyèl Fritz Alphonse Jean ak kèk reprezantan entènasyonal lansman maskarad sa a te fèt . Se chak ane yo fè demagoji sa a men Leta Ayisyen pa janm pote okenn sekou vre pou malere malerez nan bon tan, ou pa bezwen mande pou lè gen movetan menm.

Men sa ki toujou fè yo mobilize pou peryòd siklonik la ki sòti 1ye jen pou rive 30 novanm. Se paske epòk movetan, siklòn se epòk bontan nan poch dirijan leta yo. Se sou tèm *« Pwoteje lavi, fanmi ak kominote nou. An n aji kounye a, »* otorite yo mande popilasyon an pou yo rete vijilan epi egzèse responsablite yo kolektifman. Se sa Direktè Jeneral DGPC a, Emmanuel Pierre, te fè konnen nan lansman ofisyèl sa a.

FRANTZ DANIEL JEAN
FUNERAL SERVICES INC.

• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

En Haïti, une révolution est en marche

Par Rafael Guillén Beltre

Les événements historiques ne sont pas décrétés par les analystes, les intellectuels ou les théoriciens d'une époque donnée ; ils surviennent simplement, malgré la confusion qu'ils sèment dans les structures archaïques de la pensée dominante. Les signes nous sont révélés avec une autorité supérieure et rythment d'innombrables événements qui se produisent avec une telle rapidité qu'ils prennent d'assaut les classes populaires des nations.

Cette vérité est telle que nous disposons d'un riche corpus de témoignages historiques. Qui, à son époque, aurait imaginé l'effondrement du bloc soviétique par la perestroïka dans les années 1980 ou le déclin de la Révolution culturelle de Mao Zedong en Chine communiste après le soulèvement social de la place Tiananmen en 1989 ? Ou encore la chute du mur de Berlin, unifiant l'Allemagne après 28 ans de séparation ? Et tous ces événements marquants ont stupéfié le monde de l'époque.

L'histoire ne s'arrête jamais et façonne à chaque pas l'avenir des peuples, leurs tendances et leurs fondements organisationnels. Qui, à cette époque, n'a pas été ébranlé le 1er janvier 1959, lorsque les rebelles à la barbe touffue menés par le jeune révolutionnaire Fidel Castro, accompagné de l'emblématique Camilo Cienfuegos et de l'Argentin Ernesto « Che » Guevara de la Serna, sont arrivés triomphalement à La Havane au milieu d'une marée humaine ?

Ainsi commença une période caractérisée par la persécution impitoyable de ceux dont la vie de martyre avait façonné les idées de liberté et de justice sociale encore à conquérir. En République dominicaine, la dictature déguisée de la démocratie représentative nous a été imposée, tandis que des dictatures sanglantes et impitoyables régnaient sur notre frère Haïti. Derrière chacun d'eux, sous ses gants de soie, se cachait l'empire satanique, qui intervenait sournoisement en nous, culturellement et spirituellement, avec son programme infernal.

Duarte a nourri son esprit libertaire de la lutte épique pour l'indépendance d'Haïti ; il était inspiré par l'admiration qu'il ressentait pour leur héroïsme et leur courage. « *J'admire le peuple haïtien. Je le vois triompher et sortir de la triste condition de l'esclavage pour devenir une nation libre et indépendante. Je lui reconnais deux vertus éminentes : l'amour de la liberté et le courage. Mais les Dominicains, qui ont versé leur sang à tant d'occasions, l'ont-ils fait uniquement pour sceller l'affront de se voir accorder par leurs dominateurs la grâce de leur baiser la main en récompense de leurs sacrifices ? Plus d'humiliation ! Plus de honte !* » Juan Pablo Duarte y Díez.

Le peuple haïtien est passé d'un esclavage impitoyable et sanguinaire à une liberté entravée. La France a contraint la première nation indépendante d'Amérique latine et des Caraïbes à payer des dommages et intérêts de plusieurs millions de dollars pour sa liberté, la privant ainsi de toute possibilité de progrès. Plus tard, les États-Unis et le Canada se sont joints à eux, ce dernier servant d'opérateur minier pour le Royaume-Uni. Haïti, nation sœur, a dû payer un prix très élevé depuis.

La crise actuelle dans laquelle se trouve Haïti, nation sœur, vise les puissances susmentionnées qui, sous le contrôle d'une élite imprégnée de la perversion la plus extrême, ont fait d'Haïti la nation la plus pauvre de l'hémisphère occidental et l'une des plus pauvres du monde. Tous ceux qui réclament une intervention de maintien de la paix en Haïti réclament en réalité une intervention militaire pour contenir une révolte armée qui prend de plus en plus l'allure d'une révolution armée.

Combien de missions de maintien de la paix Haïti a-t-elle menées ? Et qu'ont-elles permis de résoudre ? A-t-on réussi à sortir sa population souffrante de l'extrême pauvreté, de l'état d'insalubrité révoltant dans lequel vit la grande majorité des familles ? A-t-on progressé en matière d'éducation, amélioré le logement et instauré un système de santé humain et inclusif ? Bien sûr que non. Cela ne fait qu'enrichir l'élite sataniste internationale, l'oligarchie haïtienne (étrangère) qui la représente et les politiciens corrompus dont la seule priorité est d'accumuler des richesses pour acquérir des propriétés en France, au Canada, aux États-Unis et ailleurs.

L'union fraternelle de la Chine et de la Russie a provoqué un bouleversement radical dans l'ordre géopolitique actuel. Leur présence dans la région est prometteuse pour les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, et sert de rempart contre les efforts de cette élite sataniste pour accomplir une mission de pacification pour notre pays frère, Haïti. Elle cherche à contenir ou à éliminer l'influence de ce qu'elle appelle des gangs, alors que les véritables membres de ces gangs sont cette élite politique perverse, sataniste, oligarchique et traîtresse, qui s'est enrichie aux dépens des souffrances du peuple haïtien appauvri.

Du chaos a émergé l'espoir d'un changement de cap ; des ténèbres a émergé la lumière éclatante d'un homme qui, après avoir traqué les gangs comme policier, s'est donné pour mission de les persuader et de les conquérir pour atteindre un objectif plus élevé : la rédemption définitive du courageux peuple haïtien. Jimmy Cherizier, surnommé Barbecue, n'est pas un membre de gang ; C'est un patriote qui se soucie de son peuple, et qui est déterminé à mettre fin à un système injuste, empêtré dans l'un des pires réseaux criminels opérant au sein même de l'État en faillite, à sa convenance.

La presse occidentale a orchestré une campagne médiatique diffamatoire contre Barbecue, simplement parce qu'il a pris en charge une entreprise gigantesque : la rédemption d'Haïti. Les médias dominicains, prisonniers de l'oligarchie sataniste dominicaine, sont toujours désespérés, ne sachant que faire. Ils se sentent acculés, perdus, et ne savent même pas quels mensonges inventer. La vérité éclate au grand jour.

Jimmy Cherizier est un leader courageux. Il montre l'exemple, protège les habitants de son territoire et se plaint que lorsqu'il est interviewé par la presse étrangère et que celle-ci publie son interview, celle-ci dit exactement le contraire de ce qu'il a déclaré. Selon ses propres dires, il n'a quitté Haïti pour la République dominicaine que pour des raisons professionnelles et n'aspire pas à vivre hors d'Haïti. Il est toujours ouvert à un dialogue constructif et pour le bien de son peuple. Selon lui, la violence n'est pas la solution.

Oui, c'est ainsi que s'exprime le chef d'un réseau de groupes révolutionnaires armés, surnommé Barbecue, lorsque ses interviews sont diffusées sans retouches. D'autant plus quand ils sont diffusés par la presse sous contrôle oligarchique, avec la voix off de l'intervieweur, disant à propos de Jimmy, le Frère et le Fils de Dieu, combien de choses sont inventées pour le vendre au public pour ce qu'il n'est pas et n'a jamais été !

Tant que les autorités dominicaines continueront de considérer la situation dans leur pays frère haïtien à travers le prisme de Gilbert Bigio, des Clinton et d'autres sympathisants, elles souffriront d'une incompréhension du phénomène, ce qui leur coûtera du pouvoir politique. Marcos Rubio a les mains liées ; le président américain Trump est un allié du tsar russe Vladimir Poutine, qui, avec le président chinois Xi Jinping, est aux commandes du nouveau monde qui émerge en Haïti et en République dominicaine.

Aporrea News 28 mai 2025

LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.
Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics
5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

D'un processus électoral à l'autre, la saga continue !

Le Président de la Cour de cassation, Jean Joseph Lebrun

Par Catherine Charlemagne

(8ème partie)

La cérémonie de prestation de serment des 7 membres du CEP, initialement prévue à la Cour de cassation, a été déplacée à 11 heures à l'EMA (École de la Magistrature) pour des questions de sécurité. Mais, c'est seulement à 13 heures que les récipiendaires ont pu prononcer le serment traditionnel. Ce retard est dû par le fait que plusieurs des nominés n'avaient pas pensé à se munir de leur fameuse Carte d'Indentification Nationale (CIN), pièce d'identité obligatoire justifiant de leur nationalité, un document requis par la Cour de cassation pour procéder à la cérémonie. Ils étaient trois dans cette situation délicate qui, par le temps qui court, aurait pu leur coûter leur poste. Pire, la cérémonie tournait en comédie loufoque lorsque le Président de la Cour de cassation, Jean Joseph Lebrun, chargé d'officier ce jour-là, a constaté que Mme Marie Florence Mathieu, désignée par le Conseil de l'Université, n'avait aucune pièce, aucun papier même non officiel en sa possession pour l'identifier. Elle a été prise de panique craignant sans doute de voir le « job » lui filer sous son nez. Mais, plus de peur que de mal.

Bons princes, les magistrats qui supervisaient l'investiture ont fait appel à des témoins - personnalités connues de la Cité - pour servir de parrains et de caution pour elle. Ne sommes-nous pas en Haïti, n'est-ce pas ? Pays où tout ou presque est possible, même le pire. Le Président de la Cour de cassation devait souligner pour les nouveaux membres du CEP l'importance de cet organe électoral pour le pays, en particulier en ces temps de troubles. Il a aussi rappelé que la mission de cette institution c'est d'organiser et de contrôler en toute indépendance toutes les opérations électorales sur tout le territoire de la République jusqu'à la proclamation des résultats du scrutin. Jean Joseph Lebrun les a invités à s'approprier les principes de la gestion électorale, à savoir l'indépendance, l'impartialité, l'intégrité, la transparence et l'efficacité qui selon lui, sont essentiels pour garantir l'intégrité, tant apparente que réelle, du processus. Il a aussi appelé toutes les catégories sociales de la population à soutenir le Conseil électoral provisoire dans cette mission cruciale. *« Mesdames et messieurs les Conseillers électoraux, les yeux des citoyens sont fixés sur vous.*

Ils s'attendent à ce que les fonds destinés aux élections soient utilisés à bon escient et que les services fournis soient efficaces. C'est ainsi que vous allez mettre en application le principe d'efficacité. » Par ailleurs, dans une brève allocution, le Président du CPT, Leslie Voltaire, a déclaré : « *Aujourd'hui, nous faisons un pas essentiel vers la restauration de la légitimité de nos institutions. Chaque Conseiller électoral installé en ce jour incarne l'espoir d'un peuple désireux de se faire entendre. Le travail n'est pas encore achevé. Nous allons poursuivre les efforts pour permettre aux représentants des secteurs des droits humains et des organisations de défenses des droits des femmes de rejoindre le Conseil électoral provisoire. Mettez-vous au travail dès maintenant avec l'engagement et la conviction que requiert cette lourde responsabilité. En prenant fonction, vous vous engagez à mener une lutte sans merci qui exigera beaucoup de vous : du courage, une détermination sans faille, de l'intégrité, de la transparence et un sentiment patriotique très prononcé.*

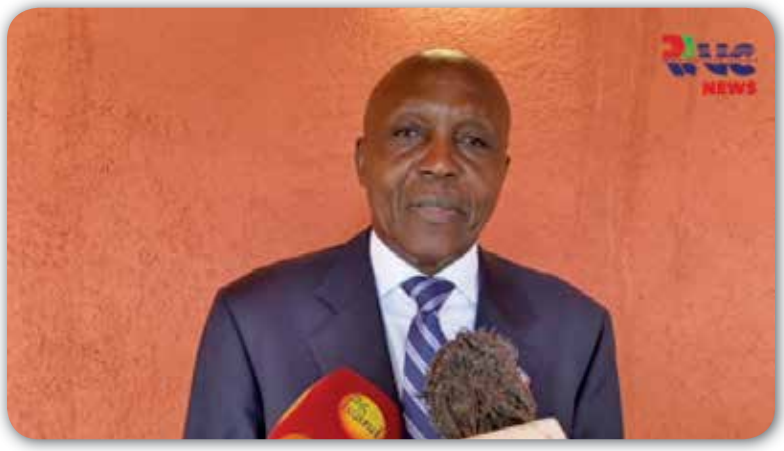
Votre rôle est crucial pour restaurer la confiance du peuple dans ces institutions. Difficile est la mission, mais pas impossible. » Pour sa part, le chef du gouvernement, Garry Conille, voyait en cette installation une étape importante vers les élections. « La prestation de serment du nouveau Conseil Électoral Provisoire (CEP) marque une étape importante, déterminante et cruciale dans le processus devant conduire à l'organisation des élections générales dans le pays. » Cette installation a eu lieu en deux temps. Après la cérémonie de prestation de serment à l'École de la Magistrature, était venu le temps de l'installation des membres du CEP au siège de l'institution, toujours à Pétion-Ville, cette fois par le Garde des sceaux, ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Me Carlos Hercule.

Celui-ci les a exhortés à se montrer à la hauteur de cette lourde responsabilité qui leur est confiée. Il les a encouragés à travailler pour que la population fasse de nouveau confiance aux institutions étatiques et à faire un bon usage des fonds alloués à leur travail. A l'issue de leur installation et sans attendre la nomination des deux autres, les 7 membres du CEP ont procédé à l'élection du Bureau du Conseil d'Administration de l'institution. Ont été élus Président du CEP, Patrick Saint-Hilaire, Vice-Présidente Schnaida Adely, Trésorier Jacques Desrosiers et enfin Secrétaire général Nemrod Sanon. Histoire peut-être de rassurer les membres du CEP qu'ils sont bien dans leur fonction à la tête d'un Conseil Électoral Provisoire même un peu bancal, ce même jour, *« Les membres du Conseil Présidentiel de Transition et du Conseil Électoral Provisoire ont tenu une réunion autour de l'organisation des prochaines joutes électorales. La sécurité nécessaire aux opérations du processus électoral notamment l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution ainsi que la mise en place des mécanismes visant à garantir un processus transparent, démocratique, libre et inclusif, ont été les principaux défis abordés lors de cette rencontre »* d'après une note de la présidence haïtienne élue domicile provisoirement à la Villa d'Accueil.

En effet, depuis que le Palais national, entre autres, et les principaux sites administratifs et institutionnels de la capitale haïtienne soit 102 institutions publiques et 622 établissements privés, selon le dernier Rapport du CARDH (Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme), ont déménagé à Pétion-Ville pour cause d'insécurité qui règne dans le centre-ville de Port-au-Prince et le quasi-blocus imposé par les groupes armés. Paradoxalement, l'installation a été réalisée après pratiquement une semaine de quasi-guerre civile opposant la PNH, la MMAS, les FAD'H aux hommes de Jimmy Chérizier dit « Barbecue » chef de l'organisation armée « Viv Ansanm » à Port-au-Prince et ses banlieues, voire dans le département de l'Artibonite. Quatre jours plus tard, soit le mardi 22 octobre 2024, une autre rencontre a eu lieu cette fois-ci avec plusieurs institutions internationales et le CEP au siège de la présidence à la Villa d'Accueil autour de Leslie Voltaire accompagné pour l'occasion de plusieurs de ses collègues Conseillers-Présidentiel.

Parmi ces institutions, on soulignait notamment la présence du BINUH (Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti) et celle du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Lors de cette rencontre, il était question de la planification d'une journée d'échanges dans les plus brefs délais autour des défis posés par les prochaines compétitions électorales d'après Mme Maria Isabel Salvador, la Représentante en Haïti du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Alors que le CEP incomplet fraichement installé commençait à travailler, les partisans de Me Gédéon Jean n'entendaient pas lâcher l'affaire. Le vendredi 25 octobre 2024, ils ont organisé sous les fenêtres des membres du CPT, à la Villa d'Accueil, un Sit-in pour exiger, selon eux, le respect du choix de leur candidat comme Conseiller électoral. Ils étaient plusieurs dizaines de ce secteur pour contester le choix du CPT de mettre à l'écart Gédéon Jean. Devant la presse, ce vendredi 25 octobre, les organisateurs, par la voix de Me Arnel Rémy, Coordonnateur du Collectif des avocats pour la défense des droits de l'homme (CADDHO), ont déclaré : « *Pour nous, c'est une violation des droits lorsque le Conseil a décidé de rejeter notre candidat qui a justement remporté l'élection organisée. Nous nous sommes réunis en grand nombre pour dénoncer le comportement du CPT. En ce sens, nous exigeons la publication dans les plus brefs délais de l'arrêté présidentiel avec le nom du membre du Secteur des droits humains ainsi que celle des femmes.* » Du lundi 28 au mercredi 30 octobre 2024, une délégation haïtienne ayant à sa tête Frinel Joseph, membre du Conseil Présidentiel de Transition, se trouvait à Washington pour des rencontres avec diverses institutions internationales et régionales, notamment l'Organisation des États Américains (OEA) et la Commission européenne pour la démocratie, appelée Commission de Venise.

Cette délégation était composée du nouveau Président du CEP, Patrick Saint-Hilaire, du Trésorier Jacques Desrosiers et du Directeur exécutif du CEP Max Délice et bien entendu de Frinel Joseph. Durant ce séjour dans la capitale fédérale américaine, plus exactement le mardi 29 octobre, le responsable des questions électorales au sein du CPT, Frinel Joseph et les autres ont eu une longue séance de travail avec le Secrétariat pour le renforcement de la démocratie et les Observateurs permanents de l'OEA en compagnie de la Commission européenne pour la démocratie sur quatre thématiques bien précises : (1) La tenue des élections, avec des discussions sur la sécurité, le financement et le processus électoral ; (2) Le Cadre législatif constitutionnel et électoral, avec des réflexions sur l'adaptation et la mise en place d'un cadre solide et inclusif ; (3) Les Droits politiques et électoraux, avec évaluation des droits fondamentaux des citoyens dans le contexte des élections ; (4) La Gouvernance et l'engagement international en explorant



Patrick Saint-Hilaire, Président du CEP

des modalités de collaboration et de soutien avec les acteurs internationaux.

Signalons que le déplacement du dirigeant haïtien à Washington avait été facilité par l'OEA et le Département de Coopération et d'Observation Électoral (DECO) dans le cadre de l'accompagnement des autorités haïtiennes par la Communauté internationale en vue de la réforme constitutionnelle, d'un référendum et de l'organisation des élections libres, selon les dires des dirigeants de l'Organisation des États Américains. Histoire de se familiariser avec les techniques électorales, Patrick Saint-Hilaire, le Président du CEP, la Vice-Présidente de l'institution, Schnaïda Adely et trois autres responsables de l'organisme électoral sur le plan administratif : Max Délice, Directeur exécutif, Abbé Bernard, Directeur des opérations électorales et son adjoint, Clément Jules Charles, dans le cadre d'une autre délégation, ont séjourné à Washington DC durant la même période en vue d'observer le déroulement des opérations des élections américaines qui devaient avoir lieu le lundi 4 novembre 2024.

Toute cette équipe du CEP a eu des rencontres avec plusieurs officiels américains et des institutions liées au gouvernement des Etats-Unis parmi lesquelles l'USAID (Agence Américaine pour le Développement International) aussi bien que l'IFES (International Foundation and Electoral Système - Fondation Internationale pour le Système Électoraux). Entre-temps à Port-au-Prince, certains leaders ou acteurs politiques commençaient à se positionner sur l'échiquier en vue de la bataille électorale en perspective. Tel est le cas de l'ancien chef du gouvernement sous la présidence de Jovenel Moïse, Jean-Michel Lapin, qui fleurait déjà la lutte de pouvoir entre les deux têtes de l'exécutif de la Transition, autrement dit entre le CPT et le Premier ministre Garry Conille. Invité de radio *Magik9* le jeudi 31 octobre 2024 pour faire le point de la situation sociopolitique dans le contexte d'insécurité frappant la capitale et la lutte pour le leadership du pouvoir, Jean-Michel Lapin qui ne cache plus son intention de se présenter à la prochaine présidentielle, a voulu être pédagogue en plaçant les responsabilités et les rôles de chacune des deux branches de la Transition - Primature et Présidence -.

Au prime abord, il faisait porter le chapeau du peu de résultats de la Transition au Premier ministre Garry Conille qui, selon l'ancien pensionnaire de la Primature, est chargé de faire des propositions au CPT. Ce 31 octobre 2024, sur *Panel Magik*, Lapin imputait l'échec de la Transition à son lointain successeur : « *Toutes ces batailles sont issues de groupes qui pensent garder encore le contrôle de l'État et de certaines institutions dans le but de gagner les prochaines élections. Le CPT a raison d'imputer les manques de résultats au gouvernement dirigé par Garry Conille, car la responsabilité d'action, leur coordination et les propositions doivent provenir de la Primature. Le Premier ministre Garry Conille doit prendre sous sa responsabilité l'échec et la réussite de la Transition, car exceptionnellement, c'est la première fois dans l'histoire politique du pays qu'un Premier ministre bénéficie du contrôle de cinq ministères régaliens.* » Le vendredi 8 novembre 2024, le tout nouveau Président du Conseil Présidentiel de Transition, Leslie Voltaire, lui donnait raison. Il limogeait Garry Conille.

Un mois après son arrivée à la tête du CPT, Voltaire mettait à exécution une promesse qu'il avait faite : couper la tête politiquement du Premier ministre après l'humiliation subie à New York lors de la 79e Assemblée générale des Nations-Unies en septembre 2024 par ce dernier. Pourtant, malgré cet épisode inattendu qui aurait pu retarder le processus voire tout chambouler, le CEP a poursuivi son enracinement après la visite d'une partie de ses membres à Washington et le CPT lui donna même l'occasion de s'affirmer davantage dans le paysage. Le samedi 9 novembre 2024, la présidence devait organiser un Forum autour des défis et des conditions pour garantir la réussite du référendum et les élections à venir. Le Premier ministre fraichement limogé, Garry Conille, dont les jours à la tête du Gouvernement étaient comptés, avait pris part à cette journée de réflexion. Il avait même promis tout son appui et se proposait d'accompagner le CEP durant tout le processus. « *Tout l'accompagnement sera donné au Conseil Électoral Provisoire (CEP) et au Comité de pilotage de la réforme constitutionnelle pour atteindre les objectifs visés* » disait l'éphémère chef de Gouvernement ce 9 novembre 2024.

(A suivre)

C.C

Kémi Séba, World-Famous Pan-Africanist, Tells Haitians that Imperialist Nations, Not "Gangs," Are Their Enemy

Kémi Séba speaking in his first press conference in Haiti from the Brise de Mer hotel in Cap-Haïtien.

by Isabelle Papillon

Famed Pan-African activist, journalist, and author, Kémi Séba, landed in Haiti on May 28, creating a political tsunami through press conferences, interviews, and speeches over the past week by repeatedly emphasizing four principal points.

First, the imperialist nations, primarily the United States and France, are the principal enemies of the Haitian people and the source of their current crisis, although posturing as their savior and friend.

Second, Haiti's neighborhood armed groups have been demonized, largely through imperialist propaganda, and are not the people's enemy. On the contrary, greater unity between the armed groups and the people is key to liberating the country.

Third, Haiti is the cradle from which all national liberation movements spring, including those across the African continent from the 1960s until today.

Fourth, despite destabilization, poverty, and a negative portrayal in the mainstream press, the Haitian people possess enormous potential, and their successful revolution today would encourage struggling people around the world.

Séba set the tone with his first press conference at Cap Haïtien's famous Brise de Mer hotel. In it he declared that "the enemy of the Haitian 'gangs' is not the people. And the Haitian people's enemy is not the 'gangs.' The Haitian people's enemy, from the 'gangs' to the people, is in reality the colonial system that seeks to subjugate Haiti."

Kémi Séba speaking at the Henri Christophe Campus of the State University of Haiti in Limonade on Jun. 2, 2025.

He continued that "those demonized by the system are often potential resistance fighters. But the people must be able to talk to each other again, the 'gangs' must be able to stop attacking their fellow men, and the 'gangs' and the people must understand that the enemy is not in our blood but outside: the Canadian government, French government, American government, which for so many years have presented themselves to you as the Good Samaritans of Haiti."

He described those imperialists as "the ones who present themselves as the best friends of our people" while corrupting and confusing them with "funding from globalist and neoliberal networks which present themselves as friends of social justice but who do not want us to be able to have our own societal vision."

Séba had also learned, from talking to other Haitians, that "within these 'gangs'... a certain number of them can become liberation groups. Gangs can become people who direct popular protest towards a noble cause which is the protection of Haiti."

Kémi Séba's most dramatic speech came at Haiti's State University in the northern town of Limonade, the Henri Christophe Campus. It was here that he further developed his message to a cheering audience of hundreds of students and faculty.

He began by denouncing the U.S.-sponsored Multinational Security Support mission (MSS), headed by Kenya.

"If the Haitian proletariat and the 'gangs' understand that they have an enemy in common, how do you think that those who are occupying their country [and] colonizing their spirits will respond? They will all pack their suitcases and they will return to Washington, Paris, Canada and elsewhere because they will know that they have been identified, like the country's destabilizing forces. I'm not one of those who are delighted that the African Union, which has at its head a certain number of corrupt leaders receiving the orders from the United States [and] European Union [telling] Kenyan soldiers to shoot the brothers who are here called the 'gangs.' The problem is not the 'gangs.' The problem is those who deliver weapons to the 'gangs' as such."

At another point, Kémi said: "You are told that the country is now destroyed by 'gangs.' Who make up the gangs? Haitians. True or false, what I say?" As the the audience agreed, he just said: "Yeah."

He went on to say that Haiti is on the verge of a revolution to throw out "neocolonialism."

"Haiti is at a crossroads," he said. "You can either go to final destruction or go to the ultimate resurrection, which can be a fundamental geopolitical tool for the rest of humanity. Haiti is geographically speaking a country that is a problem for the West's oligarchy. You are close to the United States, a few hours from Miami. The U.S. government knows that if there is a revolutionary approach here, it will end up with a very worse situation than at the time of Cuba, of the great Cuba, when they were near U.S. territory but had a different geopolitical dynamic."

"You suffer, there is precariousness, there is social injustice, there is insecurity, it is a reality," he continued. "But you have in yourself, in you all the keys to your survival. In yourself, in all of you, the keys to your release. In yourself, in all of you, the solutions to go towards the path of self-determination."

In the speech, Kémi Séba also pointed his finger directly at the current Haitian leaders collaborating with imperialism.

"Yes, colonialism is in Washington. Yes, colonialism is in Paris.

The audience responding to Kémi Séba at the speech in Limonade.

Kémi Séba arriving in Cap Haïtien from Cuba on May 28.

Yes, colonialism is in Canada. But we must start by fighting against colonialism inside our ranks," Séba said. "Managers who take their orders from the outside, who agree to be... in voluntary submission, voluntary servitude, are people who are the number one adversaries of the Haitian people. And if we do not realize that when the elites do not do their job, the people must do it themselves, we will not be able to move the lines

Kémi Séba speaking to RTC's Agora TV on Jun. 2: "Haiti's fundamental problem is that it is not sovereign."

so that our people can be liberated."

In Limonade, Séba also openly stated that he had spoken directly to "several 'gang' leaders who since the start of our stay contacted us. We will make public in a few days their proposal from the call I have put out... You will be surprised to learn in a few days that the most powerful 'gang' leaders have understood the message... and are ready to... organize as a civic force to resist against the neocolonial system."

Indeed, on Jun. 2, a warm response came from Jimmy "Barbecue" Cherizier, the principal leader and spokesman of the Viv Ansanm (Let's Live Together) Party, formed from a coalition of greater Port-au-Prince's armed groups. He issued a formal statement welcoming Kémi Séba's presence and message of "unity and fraternity" in Haiti. After rejecting and denouncing the Trump administration's classification last month of Viv Ansanm as a "terrorist" organization, Cherizier told Séba that "his message has always been our message, and that our guiding principal has always been 'unity makes strength.' We have always wanted to unite with the people to destroy the system in place. But unfortunately the system is strong and powerful, using the international and local media to smear our image and character, even while we recognize that in our struggle we have made many errors." He told Séba that "your message is where we want to go and where we should go, the message of unity and fraternity."

Kémi Séba also spoke to several Haitian news outlets. In an interesting interview he gave to RTC's Agora TV on Jun. 2, he said:

"Haiti's fundamental problem is that it is not sovereign. [Its] elites take their orders in Washington, Paris, Montreal and we will not be able to work this way. There is a new awareness. We need a new Bwa Caïman ceremony [where] there are different rebellious slaves who come together, men and women of different ethnic groups, different spiritual approaches, and who decide to join their blood to protect the nation, the population. I think that today certain entities that are called 'gangs' today, but which could be compared in a previous time to certain tribal entities which waged war, must understand that this war does not serve them and must redirect their anger and their dissent against those who manipulated them for so long. [This has long been Cherizier's message.]... I will soon give the details on my interactions with certain members of these [armed] groups there, but I can assure you that there are more and more people who understand that they were used and that it is necessary to cease persecution towards the people."

He also went on to explain that there were different levels of political consciousness among the different armed group leaders he spoke to and "we must... find the most conscious elements in these 'gangs,'" so they become "patriotic groups which help Haiti's liberation, which ask forgiveness for the crimes that have been committed... But redemption is an African process, resilience is an African and Haitian process."

In another Jun. 2 interview with Radio Tropicale, Séba said that "we need a citizen's revolution. I do not call for weapons or other things because as soon as we say the word 'Revolution,' some are panicking. A revolution of consciousness is needed, a unity of the proletariat is needed."

He later continued: "The day there is a revolutionary union after a pardon which is requested by the 'gang' members... There will be a forgiveness, a commission of forgiveness and reconciliation. During the day, there will be a transversality in the union and that everyone will turn against the common enemy which is made up of those who want to see Haiti on its knees...

I can assure you that Haiti can become great again, and it can be done in much shorter than you think. In reality, Haiti will be able to become a center of gravity of the Revolution, as it was in its beginning."

Jimmy "Barbecue" Cherizier welcoming Kémi Séba to Haiti in an official statement on Jun. 2, 2025.

LA GUERRE VIENT D'EN H

Si vous voulez la paix, préparez-vous à la paix. Nous devrons imposer cette paix, de la base au sommet, main dans la main avec la lutte pour la justice sociale et le socialisme.

À la veille du premier anniversaire de la guerre en Ukraine

Par Peter Mertens

Le retour du militarisme allemand, la fièvre de l'armement en Europe et la rhétorique guerrière de Washington : tout pointe vers l'escalade. Mais comme dans le passé, le pouvoir de la paix se trouve à la base : chez ceux qui paient le prix de la guerre. Le mouvement syndical doit redevenir une force centrale pour le désarmement, la justice sociale et une alternative socialiste.

Motivé par des intérêts géopolitiques et la recherche de ressources, le conflit ukrainien a déjà fait d'innombrables victimes et déplacé des millions de personnes. L'idée que plus d'armes apporteront la paix est une dangereuse illusion.

Comme je l'écris dans Mutinerie (2023, traduction 2024), cette guerre a toujours eu un double visage. D'une part, la violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, contraire au droit international, par l'agression russe. Cela, les pays du Sud l'ont également bien compris. D'autre part, une guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie, sur le dos des Ukrainiens qui fournissent des dizaines de milliers de jeunes hommes comme chair à canon pour un conflit géostratégique.

Washington l'admet aujourd'hui sans honte : il s'agit d'une guerre par procuration menée et alimentée par les États-Unis, entre autres. Simplement, Trump pense aujourd'hui que ce n'était pas la bonne guerre par procuration, que la Russie n'est pas l'adversaire des États-Unis, mais que tous les efforts devraient être concentrés sur la prochaine guerre qu'ils préparent, celle contre la Chine. Et ce uniquement parce que Washington voit sa suprématie économique et technologique remise en question par la Chine.

Il est clair que la stratégie américaine consistant à prolonger la guerre en Ukraine par des investissements massifs, dans l'espoir d'épuiser la Russie économiquement et militairement, touche à sa fin. Washington est confronté à un choix depuis un certain temps déjà : intervenir plus ouvertement au risque d'une troisième guerre mondiale, ou chercher des issues diplomatiques. Les États-Unis, par opportunisme et non par pacifisme, choisissent cette dernière option, espérant tirer le plus grand avantage possible de la situation.

Avec un accord imposé, Trump veut que l'Europe assume les coûts de la guerre, tandis que les États-Unis obtiendront le contrôle de l'extraction des matières premières et des minéraux de l'Ukraine par le biais d'un nouveau fonds. Trump veut traiter l'Ukraine comme une colonie, de la même manière que les États-Unis traitent de nombreux pays du Sud. Il est donc clair que cette sale guerre n'a jamais porté sur des valeurs, mais toujours sur des intérêts géostratégiques et sur le contrôle des ressources et des terres fertiles.

L'échec de la stratégie européenne

L'incapacité des États européens à prendre une initiative diplomatique sérieuse au cours des trois dernières années pour parvenir à un cessez-le-feu fait aujourd'hui des ravages. À tour de rôle, les dirigeants européens ont affirmé se diriger tout droit vers la « victoire militaire ». Cependant, dès le départ, c était irréaliste.

Aujourd'hui, Trump prend lui-même l'initiative de négocier directement avec la Russie. Mais au lieu de tirer les leçons de cette débâcle, une partie de l'establishment européen veut pousser encore plus loin sa stratégie perdante et permettre à la guerre en Ukraine de se poursuivre à tout prix.

De plus, ce n'est pas la première contradiction qui les étouffe. Ceux qui hier nous assuraient haut et fort que la victoire sur les Russes était à portée de main, nous disent aujourd'hui sans rire que Moscou pourrait être demain sur la Grand-Place de Bruxelles si nous ne misons pas d'urgence tout sur l'armement. Les deux affirmations ne peuvent pas être vraies en même temps. On a plutôt l'impression que l'objectif principal aujourd'hui est de nous imposer des plans d'armement gigantesques.

De « plus jamais ça » au réarmement : le spectre du militarisme allemand

De nombreuses personnes ayant grandi au 20e siècle ont bien compris qu'Allemagne, chauvinisme et militarisme ne font pas bon ménage. Les fabricants d'armes de la Ruhr ont été à l'origine de deux des guerres mondiales les plus dévastatrices de l'histoire de l'humanité. Après la Seconde Guerre mondiale, un consensus a prévalu dans toute l'Europe : pas de nouveau militarisme allemand.

Pourtant, soudain, le monde semble se retrouver dans un mauvais film de série B, avec un air de déjà-vu. Les fabricants de panzers sont de retour, et il semble que l'Allemagne doive bientôt retrouver sa grandeur. Le 18 mars 2025, le Parlement allemand a voté des amendements constitutionnels autorisant le plus grand programme de réarmement depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'est pas du tout vrai que l'Allemagne n'a « pas d'armée » aujourd'hui. Le pays se classe déjà au quatrième rang des dépenses mondiales en matière de défense. Mais aujourd'hui, on met le turbo pour rendre l'Allemagne ouvertement « kriegstüchtig », « prête à la guerre ».

L'armement de l'Allemagne sera désormais possible par l'endettement. C'est absolument inédit, car jusqu'à récemment, Berlin bloquait pour ainsi dire toutes les propositions d'investissement qui augmenteraient la dette. Tout cela prouve d'ailleurs que la discussion budgétaire est d'abord une discussion politique qui dépend des rapports de force, et non d'une vision financière dogmatique.

En plus des dépenses supplémentaires de l'Allemagne, la Commission européenne lance un vaste programme de militarisation, financé en partie par la dette et les prêts, et en partie par le pillage des fonds de cohésion, du climat et de développement.

Incitation à la psychose

Le grand patron de l'Otan, le Néerlandais Mark Rutte, a récemment déclaré que nous ferions mieux d'ouvrir nos portefeuilles pour acheter des armes, sans quoi nous risquerions bientôt de devoir parler russe. Il alimente ainsi une psychose anxieuse.

Les faits disent le contraire. Le produit intérieur brut (PIB) de la Russie n'est pas supérieur à celui des pays du Benelux. L'économie russe est en difficulté et, après trois ans de guerre, les forces russes n'ont pas réussi à s'emparer de plus de 20 % du territoire ukrainien. L'armée russe se bat depuis des mois pour capturer Pokrovsk, face à une armée ukrainienne totalement épuisée. Sans succès. Et nous sommes censés croire que cette armée russe serait capable de vaincre les forces militaires combinées de la Pologne, de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni ? Ce n'est pas sérieux.

Même avec l'aide de troupes coréennes, les Russes ne sont parvenus à reprendre les deux tiers du territoire de Koursk aux forces ukrainiennes qu'au bout de plusieurs mois. Les Européens possèdent aujourd'hui quatre fois plus de navires de guerre, trois fois plus de chars, de véhicules blindés et d'artillerie, et deux fois plus d'avions de chasse que la Russie.

Ceux qui veulent vraiment la paix négocient le désarmement. Cela doit être fait maintenant, en position de force. Le discours selon lequel la Russie va bientôt attaquer l'Occident sert principalement le

Mark Rutte, secrétaire général de l'Otan, suit Trump dans sa volonté de pousser les pays européens à dépenser des milliards en armes US. (Photo Milos Ruzicka)

HAUT, LA PAIX D'EN BAS !

Les actions des fabricants d'armes s'envolent. Rheinmetall, Dassault, BAE Systems, Leonardo, Thales et Saab comptent leurs bénéfices et la classe travailleuse paie la facture.

De l'acier pour les ponts plutôt que pour les armes. (Photo Peter Köster/UZ-Archiv)

complexe militaro-industriel.

L'ère qui vient avant l'armement est une ère de rupture sociale

Les « capacités de défense » de l'Europe « n'ont pas de prix », disent-ils. Bien sûr qu'elles ont un prix. Littéralement, celui des écoles, des soins de santé, de la sécurité sociale, de la culture et de la coopération au développement. Mais aussi au sens figuré, avec la militarisation de l'ensemble de la société.

Afin de positionner l'Union européenne dans une nouvelle bataille pour la division le monde, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, parle de « l'ère de l'armement ». Pour les populations d'Europe, cela ne signifie rien d'autre que « l'ère de la rupture sociale ».

Alors que des milliards sont consacrés à la guerre, les budgets consacrés au climat, aux soins de santé et aux pensions sont réduits. Pour certains acteurs, semer la peur est en effet une activité rentable. Les actions des fabricants d'armes s'envolent. Rheinmetall, Dassault, BAE Systems, Leonardo, Thales et Saab comptent leurs bénéfices et la classe travailleuse paie la facture.

Plus d'argent pour les chars, c'est moins d'argent pour les pensions ; plus d'argent pour les drones, c'est moins d'argent pour l'accueil des enfants. Il s'agit d'un choix politique dont les conséquences nous hanteront pendant des décennies. *« Pour les travailleurs, il n'y a rien de pire qu'une économie de guerre »*, déclare à juste titre Sophie Binet, secrétaire générale du syndicat français CGT. Chaque euro dépensé en armement est un euro qui ne va pas aux écoles, aux hôpitaux ou aux programmes sociaux.

La production d'armes ne relancera pas l'économie

L'industrie militaire affirme que l'armement stimulera l'économie. C'est ce qu'ils appellent eux-mêmes le « keynésianisme militaire » : permettre aux gouvernements de soutenir massivement l'industrie de l'armement. Alors que le secteur automobile européen est dans l'impasse et que l'Allemagne est en récession pour la troisième année consécutive, ils veulent nous faire croire que nous ferions mieux de passer de la production de voitures à celle de chars.

N'importe quoi. Les familles n'achètent pas de chars d'assaut. On ne va pas chez mamie en char. Et pourtant, ces chars doivent être vendus. Il faut donc s'assurer qu'ils sont réellement utilisés, sinon l'industrie disparaît. En d'autres termes, la militarisation de l'économie exerce une pression permanente pour la guerre.

De plus, la nouvelle course aux armements devrait en partie être payée par une nouvelle dette. *« Comme aux États-Unis »,* disent les va-t-en-guerre. Ils oublient d'ajouter que la dette de Washington a atteint un niveau historique et que les disparités entre les riches et les pauvres n'ont jamais été aussi importantes. Voilà le coût d'une guerre quasi permanente, du Vietnam à l'Afghanistan, de l'Irak à l'Ukraine.

Non, l'augmentation des dépenses militaires n'augmentera pas le niveau de vie. La production d'armes ne présente aucun avantage économique. La production d'un char, d'une bombe ou d'un système de missiles ne profite pas au reste de l'économie. De plus, c'est un mythe de croire que l'industrie militaire peut fournir beaucoup d'emplois. Un euro investi dans les hôpitaux crée 2,5 emplois de plus qu'un euro investi dans l'armement. En termes d'efficacité des investissements en matière d'emploi, la défense n'arrive qu'en 70e position sur 100 secteurs différents. (1)

Où va l'Europe ?

Les nouveaux droits de douane que Trump veut imposer sur les importations de voitures allemandes pourraient bien sonner le glas de l'industrie automobile chez nos voisins. Jusqu'à il y a peu, l'élite allemande était très atlantiste, mais aujourd'hui, dans les cercles financiers autour de Francfort, on entend de plus en plus de voix plaider en faveur d'une souveraineté européenne séparée de Washington.

C'est également l'esprit du nouveau « Livre blanc pour une défense européenne » : l'Europe doit être autonome. Aujourd'hui, selon le Livre blanc, 78 % des nouveaux achats de défense sont faits en dehors de l'Union européenne, principalement aux États-Unis. Selon le livre blanc, cette situation doit changer du tout au tout : d'ici 2035, au moins 60 % du matériel devrait être produit en Europe.

La grande question est de savoir si tout cela est possible, car l'industrie de l'armement est organisée au niveau national. Il y a plusieurs contradictions entre les producteurs allemands, français, italiens et britanniques, tous à l'affût des nouveaux milliards qui semblent aujourd'hui tomber du ciel. Alors que l'économie allemande ouvre les plus grandes vannes pour Rheinmetall et compagnie, les accords de coopération franco-italiens et franco-britanniques tentent de déjouer les plans des Allemands.

Il n'y a même pas de commandement unifié. L'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (KfW) peut bien réclamer 300 000 soldats supplémentaires en Europe, mais ceux-ci relèveront de 29 armées nationales différentes. Et il faut d'abord les trouver et les former.

L'Europe est politiquement fragmentée et confrontée à une crise identitaire. Pour les capitalistes, il y a deux possibilités. Soit les contradictions entre les États membres s'approfondissent et s'aiguisent, et l'Union éclate encore davantage pour devenir une version moderne des Goths, des Francs et des Celtes en compétition. Soit Berlin, Paris et Londres seront obligés de collaborer davantage pour créer une nouvelle puissance européenne guerrière et impériale. Pour les marxistes, il est temps de penser à une Europe très différente, une Europe socialiste et pacifique.

Rompre la spirale mortelle de la course aux armements

La course aux armements devient de plus en plus extrême : les propositions visant à consacrer 3 % du PIB aux dépenses militaires sont balayées par des appels à passer rapidement à 5 %. Il ne semble plus y avoir de limite.

Une course mondiale aux armements suit toujours la même logique : si un pays augmente ses capacités, les autres suivent. Quiconque pousse la logique de la dissuasion jusqu'au bout aboutira inévitablement à l'armement nucléaire de l'Allemagne et de l'Europe.

Dans le pire des cas, cette spirale se termine par une guerre majeure avec de nombreux perdants et peu de gagnants. L'histoire nous enseigne que ce dangereux tourbillon ne peut être brisé que par des traités de désarmement mutuel. Cela nécessite une diplomatie sobre, mais aussi un mouvement anti-guerre international fort, capable d'exercer une pression à partir de la base.

Qui veut la paix doit la préparer

Pour alimenter encore davantage la course à l'armement, Bart De Wever et compagnie aiment à revenir à un texte romain qui parlait d inverser le déclin de l'Empire romain d'Occident grâce à une discipline martiale plus stricte et à une augmentation des dépenses militaires. « Si vis pacem, para bellum. » En français : si vous voulez la paix, préparez-vous à la guerre. Cela n'a jamais été un slogan de paix, mais toujours un slogan de militarisation et de guerre. Les Romains ne sont pas allés beaucoup plus loin : quelques décennies plus tard, leur empire s'est complètement effondré.

L'histoire nous l'enseigne : les guerres et les courses aux armements ne sont pas arrêtées d'en haut, mais par ceux qui paient le prix de l'armement et qui seraient les premiers à souffrir de la guerre. Tant pendant la période précédant la Première Guerre mondiale qu'avant la Seconde, le mouvement syndical a été un acteur puissant contre la militarisation et en faveur du progrès social. Plutôt que de s'adapter au nouveau consensus militaire, la gauche doit oser remettre en question de manière offensive le double standard de l'Occident, ses conflits d'intérêts belliqueux et sa course aux armements destructrice.

La réalité est simple : si vous voulez la guerre, préparez-vous à la guerre. Si vous voulez la paix, préparez-vous à la paix. Nous devrons imposer cette paix, de la base au sommet, main dans la main avec la lutte pour la justice sociale et le socialisme.

Notes

« Increasing military spending will not raise living standards », Socialist economic bulletin, février 2025

Solidaire 11 Avril 2025

Le combat pour sauver Postes Canada est un combat contre le capitalisme !

Nous vivons sous le capitalisme. Les problèmes de Postes Canada sont un problème du système capitaliste.

Par Joel Bergman

Les problèmes de Postes Canada sont un problème du système capitaliste. À moins de mettre en place une solution socialiste qui consiste à retirer la propriété de ces entreprises privées de livraison des mains des capitalistes, Postes Canada doit leur faire concurrence.

Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) est engagé dans une lutte à mort avec la direction de Postes Canada.

À chaque période de négociation, la direction fait pression pour couper les avantages sociaux, le temps de travail, les retraites, etc. L'année dernière, le conflit a atteint de nouveaux sommets. Face à l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations depuis plus d'un an, les postiers ont fait grève pendant 32 jours à l'automne dernier. Il s'agit de la plus longue grève postale depuis 1981. Mais la direction a refusé de bouger et la grève n'a pris fin que lorsque le ministre du Travail a ordonné aux travailleurs de reprendre le travail.

Cette ordonnance de retour au travail a retiré aux travailleurs leur droit de grève pendant une période de cinq mois au cours de laquelle une commission spéciale d'enquête sur les relations de travail, dirigée par William Kaplan, a été créée pour examiner la situation de la poste et proposer de prétendues « solutions ».

La commission d'enquête sur les relations de travail

Le rapport de Kaplan, publié le 15 mai, affirme que « le contexte opérationnel a foncièrement changé » avec un déclin du courrier et une concurrence accrue de la part des entreprises privées, en particulier d'Amazon.

Le résultat de cette situation est que Postes Canada a enregistré des déficits chaque année depuis 2017, le plus important étant de 841 millions de dollars l'année dernière. L'insolvabilité n'a été évitée qu'en janvier de cette année, grâce à un prêt d'un milliard de dollars accordé par le gouvernement à Postes Canada.

Selon Kaplan, le problème auquel est confrontée Postes Canada est que ses concurrents ont des « coûts de main-d'œuvre moins élevés » et « n'ont pas de conventions collectives limitant l'exercice des droits de gestion ». On touche là au cœur du problème.

Le capital trouve toujours un moyen de maximiser ses profits, en réduisant les coûts afin d'offrir les mêmes services pour moins cher. Cela prend la forme d'investissements dans des machines et des pratiques permettant d'économiser de la main-d'œuvre ou d'une intensification du travail. En investissant dans de nouvelles méthodes – en utilisant l'IA par exemple – Amazon peut faire plus avec moins de travailleurs. Et en l'absence de syndicat, l'entreprise utilise des méthodes permettant d'intensifier le processus de travail, en tirant davantage de travail de sa main-d'œuvre. Il est ainsi arrivé que des travailleurs soient contraints d'uriner dans des bouteilles parce qu'ils n'avaient pas le droit d'aller aux toilettes.

Postes Canada ne peut pas rivaliser avec cela sans écraser le syndicat, licencier des milliers de personnes et condamner les travailleurs restants à des salaires de misère, avec des avantages sociaux massivement réduits, des retraites amputées et des horaires brutalement soumis aux besoins du marché.

Comme Kaplan l'explique : « Sans ajustements immédiats lui permettant de se concentrer de manière abordable et efficace sur la livraison de colis sept jours sur sept, sa part de marché et ses pertes continueront d'augmenter et elle ne retrouvera pas sa viabilité financière à court, moyen ou long terme. »

Pour ce faire, Kaplan suggère d'utiliser des travailleurs à temps partiel et d'adopter des horaires dynamiques de type Amazon avec des heures instables. Il plaide en faveur de « *transformations en profondeur, éventuellement en modifiant les régimes de pension et de retraite.* ». Le rapport de Kaplan est une acceptation sobre des pressions du marché capitaliste. Les suggestions sont brutales, certes, mais le capitalisme est brutal, surtout dans sa période de déclin. Alors que le système se dégrade, le capital cherche à extraire des profits par tous les pores de notre société et les services publics sont tous pris pour cible.

Nous l'avons vu avec la privatisation rampante du système de santé et la privatisation d'Hydro One en Ontario. Déjà, Postes Canada a été contrainte de vendre ses divisions logistique et informatique en 2024 pour aider à payer ses dettes. Lentement mais sûrement, le capital démantèle les services publics. Alors que Kaplan prétend vouloir maintenir Postes Canada en tant que service public, la conclusion logique de ce processus est la privatisation de Postes Canada.

La position de la direction syndicale

À juste titre, le STTP se concentre sur la protection des conditions de travail de ses membres et résiste aux attaques. Mais cela ne peut se faire en vase clos. S'il est vrai qu'il y a une mauvaise gestion à Postes Canada, les problèmes financiers n'ont pas été inventés. La réalité est que sur le marché capitaliste, Postes Canada est perdante et que cela ne peut pas durer éternellement.

En réponse à ce problème, la direction nationale du STTP soutient que Postes Canada ne devrait pas avoir à « rivaliser avec les entreprises de messagerie existantes et nouvelles, avec leurs emplois à la demande et leurs salaires et conditions de travail inférieurs aux normes ».

Mais c'est là le nœud du problème. Nous vivons sous le capitalisme. Les problèmes de Postes Canada sont un problème du système capitaliste. À moins de mettre en place une solution socialiste qui consiste à retirer la propriété de ces entreprises privées de livraison des mains des capitalistes, Postes Canada doit leur faire concurrence.

Pour tenter de surmonter ce problème, les dirigeants du STTP ont proposé que Postes Canada mette en place une « banque postale », que les postiers effectuent des visites de routine auprès des personnes âgées et que des marchés artisanaux et des centres communautaires s'installent dans les bureaux de poste.

Mais ces suggestions ne sont qu'un aveu du fait que Postes Canada n'est pas concurrentielle en tant que service de livraison. Suggérer de transformer le bureau de poste en banque ou en marché artisanal ne rendra pas l'activité centrale plus rentable. Par conséquent, dans le cadre du capitalisme, ces propositions ne sont qu'une tentative d'éviter le problème central et se révèlent utopiques.

La solution socialiste

Les tentatives de la direction, appuyées par le rapport Kaplan, pour « amazonifier » les conditions de travail à Postes Canada ne représentent que l'un des aspects de l'assaut capitaliste général.

Ironiquement, Purolator, bien qu'étant une société privée, appartient à Postes Canada! À un moment donné, Postes Canada a également détenu la majorité des actions d'Intelcom, la principale entreprise de livraison utilisée par Amazon. Cela signifie que les gestionnaires de Postes Canada ont travaillé à la destruction de Postes Canada.

En ce qui concerne l'autre principale concurrence à laquelle Postes Canada est confrontée, les grandes sociétés d'investissement américaines telles que Blackrock et Vanguard sont les principaux actionnaires de FedEx, DHL et UPS. Cela signifie que le capital financier américain sape directement les services publics au Canada. Et lorsque les travailleurs ont tenté de lutter contre cette situation, le gouvernement canadien s'en est systématiquement pris à eux! Autant pour l'« équipe Canada »!

C'est la logique irrationnelle du système capitaliste.

Alors que les dirigeants du STTP affirment qu'ils « ne devraient pas avoir à rivaliser » avec Amazon, la seule façon d'y parvenir serait de développer une stratégie qui aille au-delà du système capitaliste.

La majorité des travailleurs d'UPS et de Purolator sont syndiqués, de même qu'une partie des travailleurs de FedEx et de DHL. Au lieu de laisser les capitalistes monter les travailleurs de chaque entreprise les uns contre les autres, les syndicats devraient former un front commun et exiger des salaires, des avantages sociaux et des retraites de qualité pour tous. Ce front commun pourrait lutter pour la syndicalisation de tous les livreurs. Il va sans dire qu'Intelcom et tout autre service de livraison à bas prix non syndiqué devraient être immédiatement syndiqués. Au lieu d'un nivellement par le bas des salaires et des conditions de travail, nous avons besoin de salaires élevés garantis, de retraites et d'avantages sociaux de qualité, ainsi que d'horaires stables.

Si l'une de ces entreprises tente de fermer ses portes en réponse à une campagne syndicale, comme l'a fait Amazon avec son réseau de distribution au Québec, le mouvement syndical doit exiger qu'elle soit nationalisée. Les travailleurs seraient bien mieux servis si toutes ces entreprises passaient sous le contrôle de l'État.

Au lieu de ce nivellement par le bas, nous avons besoin d'un service postal efficace, planifié de manière rationnelle et appartenant à l'État, qui englobe toutes les livraisons de lettres et de colis. C'est la seule façon de briser la logique capitaliste qui détruit Postes Canada et les emplois syndiqués.

Mais comme le démontre Postes Canada, le fait d'avoir une entreprise publique ne résout pas tous nos problèmes comme par magie. Les bureaucrates non élus qui gèrent les services publics comme des entreprises privées ont manifestement failli à leur tâche. Les postiers savent mieux que quiconque comment fonctionne la poste et Postes Canada devrait être gérée de façon démocratique sous leur contrôle. De cette façon, les travailleurs pourraient élire les gestionnaires et les garder responsables afin de s'assurer que les conditions de travail sont protégées et que le service postal fonctionne de la manière la plus efficace possible.

Cela nous amène à la question de la flexibilité du travail et du travail le week-end. Les postiers craignent à juste titre que la livraison le week-end n'ouvre la porte à des attaques accrues contre leurs conditions de travail, rendant la vie familiale encore plus difficile. Mais avec le contrôle ouvrier sur les horaires, les horaires de week-end pourraient être mis en place de manière équitable pour satisfaire la demande des consommateurs pour une livraison le lendemain tout en respectant les besoins des travailleurs. Cette discussion ne peut avoir lieu que si l'on s'assure que le capital n'a pas son mot à dire sur la gestion de la poste.

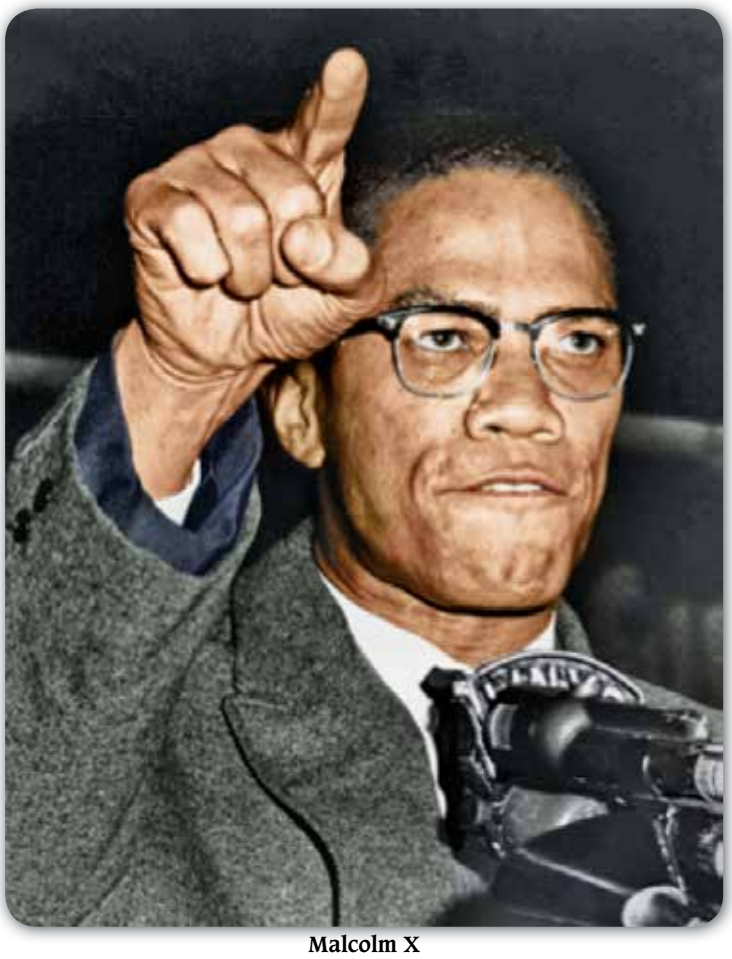
En dernière analyse, la poste est un service public qui accroît l'efficacité et la productivité de l'économie dans son ensemble. Elle n'a donc pas besoin de fonctionner comme une entreprise rentable. En outre, les déficits de Postes Canada ne sont qu'une goutte d'eau par rapport aux cadeaux de dizaines de milliards de dollars que reçoivent les entreprises canadiennes chaque année.

Le STTP et le mouvement syndical dans son ensemble ont grand besoin d'une vision socialiste plus large qui nous permette de proposer une solution de rechange à la folie du marché capitaliste.

C'est précisément ce que les communistes du STTP défendent au sein du syndicat et dans le mouvement syndical en général. Rejoignez-nous pour nous aider à transformer notre syndicat en un syndicat qui ne se contente pas de lutter pour ses membres, mais qui se bat pour une nouvelle société – où nos emplois seront garantis et où les richesses de la société seront gérées démocratiquement pour répondre aux besoins de la population.

La Riposte socialiste
30 mai 2025

Malcolm X a prôné la révolution mondiale



Malcolm X

Par Monica Moorehead

Cet article est basé sur une intervention prononcée le 18 mai lors d'une discussion nationale du Workers World Party, axée sur « Le déclin de l'impérialisme, la lutte de classe mondiale aujourd'hui, l'évolution de la classe ouvrière et les missions du parti ».

Il est opportun et pertinent de revenir sur les contributions héroïques de Malcolm X, qui ont résisté à l'épreuve du temps, à l'occasion du centenaire de sa naissance, le 19 mai. Sa voix n'a jamais faibli pour dénoncer les conditions de vie des Noirs sous la suprématie blanche. Au contraire, ses discours charismatiques reflétaient un processus dialectique qui l'a conduit, en si peu de temps, à évoluer en tant qu'internationaliste vers une vision de classe mondiale.

Malcolm X était un partisan du nationalisme noir révolutionnaire. Il prêchait que la seule façon pour les Noirs d'obtenir leur libération nationale était de recourir à tous les moyens nécessaires – que ce soit l'autodéfense armée, la séparation, etc. – et non à un quelconque recours à la « structure du pouvoir blanc ». Il était un défenseur du droit à l'autodétermination des Noirs.

Il fut fortement ostracisé et diabolisé pour avoir prôné la « violence » par les médias capitalistes, porte-parole de la classe dirigeante. Cette diabolisation visait à opposer deux courants politiques du Mouvement de libération des Noirs : l'aile armée et militante et l'aile modérée et pacifiste du Mouvement des droits civiques.

Malcolm donna une conférence neuf jours avant son assassinat à Rochester, dans l'État de New York, dans une église méthodiste. Son thème était « Pas seulement un problème américain, mais un problème mondial ». Il évoqua son voyage à La Mecque en 1964, où il visita divers pays d'Asie occidentale (anciennement appelé Moyen-Orient), notamment des camps de réfugiés en Palestine, ainsi que l'Afrique. Il rencontra plusieurs présidents nouvellement élus représentant le monde anciennement colonisé, aujourd'hui le Sud global.

Il expliqua également qu'il n'avait pas été autorisé à se rendre à Paris, où il devait s'adresser principalement aux communautés des Antilles et d'Afrique du Nord pour expliquer la communauté des luttes des Noirs du monde entier, en tant que colonies internes de pays impérialistes comme les États-Unis et la France.

Ce qui a marqué cette conférence, ce sont ses commentaires sur une conférence historique en Indonésie, tenue près de dix ans avant son assassinat. Il s'agissait de la conférence afro-asiatique de Bandung, tenue en avril 1955 et qui venait de commémorer son 70e anniversaire.

Y étaient présents des dirigeants de Chine, d'Inde, d'Égypte, du Libéria, du Soudan, de la Côte-de-l'Or (aujourd'hui le Ghana), de Jordanie, d'Iran, de Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka), du Népal, du Pakistan et des Philippines. Au total, 29 dirigeants de pays représentant les milliards de travailleurs et d'opprimés qui y résident actuellement. (Cette conférence s'est tenue dix ans avant un coup d'État sanglant de droite orchestré par la CIA, qui a entraîné le massacre d'environ un million de communistes et de révolutionnaires indonésiens.)

Importance de la conférence de Bandung

Pourquoi évoquer un rassemblement historique qui s'est tenu il y a 70 ans ? Cette conférence a donné naissance au Groupe des 77 (G77) en 1964 et à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963, aujourd'hui l'Union africaine.

Les racines de l'alliance commerciale des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ainsi que les projets récents tels que la Banque de développement des BRICS et la Banque du Sud sont des exemples importants qui remontent à la conférence de Bandung, visant à briser et à affaiblir la domination économique de l'impérialisme occidental pour conquérir l'indépendance.

Malcolm a résumé la conférence de Bandung ainsi : « En 1955, en Indonésie, à Bandung, se tenait une conférence de peuples à la peau foncée. Les peuples d'Afrique et d'Asie se sont réunis pour la première fois depuis des siècles. Ils n'avaient ni armes nucléaires, ni flottes aériennes, ni marines. Mais ils ont discuté de leur sort et ont découvert qu'il y avait une chose que nous avions tous en commun : l'oppression, l'exploitation, la souffrance. Et nous avions un oppresseur commun, un exploiteur commun.» (www.southcentre.int/)

Tant de choses ont radicalement changé au cours des 70 dernières années. Nombre de ces mêmes pays possèdent leurs propres armées, leurs propres flottes navales et même des armes nucléaires, autant de moyens légitimes pour défendre leur souveraineté contre l'impérialisme. Il y a 70 ans, il n'y avait ni Hamas, ni FPLP, ni FDLP, mais aujourd'hui, la Résistance contre le sionisme soutenu par les États-Unis est en première ligne de la lutte contre l'impérialisme, y compris le colonialisme de peuplement blanc.

Prenons l'exemple du Yémen héroïque, l'un des pays les plus pauvres, doté d'un armement de pointe et défiant la marine impérialiste la plus puissante du monde – les États-Unis – de manifester sa solidarité avec le peuple de Gaza. Sans oublier les luttes anti-impérialistes croissantes en Afrique, avec le Burkina Faso et les pays du Sahel qui chassent les forces impérialistes françaises.

Une vision pour construire l'unité antiraciste

Ce qui a fait de Malcolm un tel danger aux yeux des médias bourgeois et de la classe dirigeante, c'est son influence anti-impérialiste croissante en faveur de la révolution mondiale contre le capitalisme et l'impérialisme, et le rôle moteur joué par le Sud global à cette époque.

Malcolm souhaitait relier la lutte des Noirs aux États-Unis à la révolution mondiale. Il a ouvert la voie en démontrant sa volonté de progresser politiquement alors que la lutte des classes mondiale s'intensifiait et se propageait comme une traînée de poudre au cours de la dernière décennie de sa vie.

Malcolm avait pour vision de créer une Organisation de l'unité afro-américaine afin de porter des revendications auprès des Nations Unies pour attirer davantage l'attention du monde sur les Noirs vivant sous la violence de la suprématie blanche, où qu'ils vivent.

Pour atteindre cet objectif, Malcolm a tenté de créer un front uni avec le Mouvement des droits civiques, malgré ses divergences politiques avec ses leaders comme le Dr King, sous l'égide de l'OAAU. Et il y est parvenu sans compromettre ses principes révolutionnaires. Malcolm X croyait en la révolution, non pas au réformisme ni à la réforme du système capitaliste, mais à la libération non seulement des Noirs, mais de tous les peuples opprimés.

Workers World 27 mai 2025

AVIS

Il est porté à la connaissance des intéressés qu'un jugement rendu par défaut le 18 Décembre 2024 par le Tribunal de première instance de la croix Bouquets, jugeant en ses attributions civiles de divorce, a admis le divorce de la dame née Aniola VINCENT d'avec son époux le sieur Jean Pierre Mackenzy LOUIS, pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux et prononcé la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux. L'officier de d'état civil de Thomazeau a été désigné pour la transcription du dispositif dudit jugement.

Me. Adius MEME, Av

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur á l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame NATHALIE EXEMON d'avec son époux OLSMITH JEAN MARY pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; ordonne á l'officier de l'état Civil de la Commune de Carrefour de transcrire sur les registres á ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de cette décision, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique à la date du cinq Février deux mille vingt-trois, en présence de Me ALBERT DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de Me Mozart TASSY, Greffier du siège.

Il est ordonné...etc..

En foi de quoi... etc..

Me FRITZ GERALD TOUSSAINT, AV

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Irma JOSEPH d'avec son époux Bodelet JEAN, pour injures graves et publiques, aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiens s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du mardi douze Février deux mille vingt-trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me Mozart TASSY.-

Il est ordonné..etc....

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Garry Compère à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Marquise Gabriel d'avec son époux Garry Compère pour incompatibilité, prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux: Ordonne à l'officier de l'Etat-Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Emmanuel ZEPHIR Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt et un Novembre deux mille dix-sept, en présence de Me Lithan Isaac Av, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

AVIS

En vertu d'un jugement rendu par le tribunal de Première Instance de Port de Paix en date du Mardi neuf Juillet deux mille vingt quatre, admettant le divorce des époux Ronald LABOSSIERE d'avec son épouse Mithacha PETIT-HOMME, prononçant du même coup la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux.

Me Junior T. LALANE. Av

AVIS DE PUBLICATION

Le Cabinet Auguste et Associés tient à attirer l'attention du public en général et du monde des affaires en particulier, que le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu un jugement de divorce par défaut en date du jeudi vingt-huit Mars deux mille vingt-quatre en faveur du sieur Moïse NELCY contre son épouse née Béatrice ANTOINE, et l'acte de divorce est enregistré dans les registres de l'officier de l'état civil Section Sud de Port-au-Prince.

Il est ordonné.....

Pour le Cabinet.

Me. Harold Auguste, Av.

AVIS DE PUBLICATION

Le Cabinet Auguste et Associés tient à attirer l'attention du public en général et du monde des affaires en particulier, que le tribunal de première instance de Port-au-Prince a rendu un jugement de divorce par défaut en date du jeudi vingt -huit Mars deux mille vingt-quatre en faveur de la dame Claudine JACINTHE contre son époux Calens JOSEPH, et l'acte de divorce est enregistré dans les registres de l'officier de l'état civil Section Sud de Port-au-Prince.

Il est ordonné.....

Pour le Cabinet.

Me. Harold Auguste, Av.

AVIS DE PUBLICATION

Le Cabinet Auguste et Associé tient à attirer l'attention du public en général et du monde des affaires en particulier, que le tribunal de première instance de Port -au-Prince a rendu un jugement de divorce par défaut en date du six Février deux mille vingt-cinq en faveur de la dame née Régine JACINTHE contre son époux Caleb JOSEPH, et l'acte de divorce est enregistré dans les registres de l'officier de l'état civil de Taïfer, commune de Carrefour.

Il est ordonné.....

Pour le Cabinet.

Me. Harold Auguste, Av.

Des centaines de personnes se mobilisent contre l'OTAN à Dayton

Des centaines de personnes se rassemblent à Dayton, dans l'Ohio, pour l'« Assemblée du peuple pour la paix et la justice » (Photo : Mike Adams)

Des centaines de personnes manifestent à Dayton, dans l'Ohio (Photo : Mike Adams)

Par Natalia Marques

Des organisations anti-impérialistes organisent une « Assemblée du peuple pour la paix et la justice » en opposition à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Le week-end dernier, le 25 mai, des centaines de manifestants sont venus de plusieurs villes des États-Unis, dont New York, Pittsburgh, Chicago, Cleveland, Akron, Columbus, Cincinnati, Indianapolis, Toledo et Louisville, pour manifester contre l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Dayton, dans l'Ohio. Au cœur des manifestations figurait l'affirmation des manifestants selon laquelle l'OTAN est une force qui favorise l'intensification de la guerre et du militarisme à travers le monde, des centaines de personnes scandant : « L'OTAN dit plus de guerres, nous disons non aux guerres !»

Réponse des manifestants : Qu'est-ce que l'OTAN ?

« L'OTAN n'est pas simplement une alliance. Ce n'est pas simplement une réunion de nations », a déclaré Dallas Eckman, de la coalition ANSWER, aux manifestants de Dayton. Les dirigeants de l'OTAN étaient à Dayton pour planifier « leur prochaine conquête meurtrière, leur prochain changement de régime, la prochaine occupation », a affirmé M. Eckman.

L'OTAN a été fondée en 1949 sur le principe de « défense collective » contre ce que les nations occidentales considéraient comme une « menace soviétique ». L'Assemblée parlementaire a été créée en 1955 pour relier l'alliance de l'OTAN aux parlements des États membres de l'OTAN. Les États-Unis n'ont pas accueilli d'Assemblée parlementaire depuis plus de 20 ans et ont été choisis pour l'accueillir cette année afin de célébrer le 30e anniversaire des accords de Dayton, l'un des traités qui ont marqué la fin des guerres yougoslaves qui ont décimé l'ex-Yougoslavie.

Des dizaines d'organisations se sont rassemblées pour former l'« Assemblée du peuple pour la paix et la justice » en opposition au rassemblement de l'OTAN à Dayton. Parmi ces organisations figuraient la Coalition ANSWER, ainsi que le Forum du Peuple, CODEPINK, le Parti pour le Socialisme et la Libération, les Étudiants nationaux pour la Justice en Palestine, les Dissidents, le Mouvement de la Jeunesse Palestinienne, le Mouvement de la Diaspora Palestinienne, la Cleveland Palestine Advocacy Community, les Vétérans pour la Paix de Pittsburgh, New Era Cleveland, et d'autres.

« L'OTAN est présentée au monde comme une force de maintien de la paix, un protecteur de la démocratie, un traité de sécurité censé protéger tous les États membres contre toute agression », a déclaré Danaka Katovich, de l'organisation pacifiste CODEPINK, s'adressant à la foule réunie à l'Assemblée du Peuple. Mme Katovich a contrasté l'image de l'OTAN en matière de maintien de la paix avec ses actions dans l'ex-Yougoslavie, d'où sa famille est originaire. « L'OTAN a tué des gens et commis des crimes de guerre en Yougoslavie. L'OTAN s'est associée à des escadrons de la mort fascistes en Yougoslavie, qui ont massacré des villages de civils. L'OTAN a tué des gens et commis des crimes de guerre en Libye. L'OTAN a participé à l'occupation illégale et à la guerre en Afghanistan », a souligné Katovich.

Des centaines de personnes ont défilé dans la ville de Dayton, brandissant des pancartes sur lesquelles étaient inscrits des slogans tels que « États-Unis/OTAN, hors d'Afrique ! » et « De l'argent pour l'emploi et l'éducation, pas pour la guerre et l'occupation ! » La foule s'est ensuite rendue à l'Église unie du Christ Saint-Jean pour écouter un programme supplémentaire d'intervenants pacifistes, dont la militante Gloria La Riva et Joe Tache de la coalition ANSWER.

« J'ai le sentiment que lorsque [l'OTAN] a décidé d'organiser son Assemblée parlementaire ici à Dayton, elle ne s'attendait pas à une forte opposition », a déclaré M. Tache à l'Église unie du Christ Saint-Jean. Au lieu de cela, a expliqué Tache, « nous avons même parcouru tous les États-Unis pour affirmer notre rejet d'une politique étrangère fondée sur la domination et l'exploitation. Nous rejetons un système politique et économique qui privilégie le militarisme aux besoins des populations et de notre planète. »

Une participante, Julii Upright, a effectué un voyage de plusieurs heures depuis Chicago jusqu'à Dayton pour l'Assemblée du peuple, qui se tenait également le jour de la Journée de la libération de l'Afrique. « L'OTAN, les États-Unis et l'AFRICOM occupent tous l'Afrique », a déclaré Upright. « Ils prétendent être là pour rétablir la paix, mais en réalité, ils sont là pour diviser pour mieux régner, pour partager et exploiter les ressources naturelles de l'Afrique, de l'Asie et, en réalité, du monde entier.»

Peoples Dispatch 27 mai 2025

Joe Tache de la Coalition ANSWER (Photo : Wyatt Souers)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame ERILSON ALCE née MELISSA VALCIMONT, d'avec son époux pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en Audience civile, ordinaire et publique du jeudi treize Mars deux mille vingt cinq, en présence de Me ELYSÉE FÉXELON, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi.....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Peter Lee Lawrence Limage d'avec son épouse née Jennifer Moreau, pour incompatibilité de caractères, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Petite Rivière de Nippes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Patrick LABBE, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du dix-sept Juillet deux mille vingt quatre, en présence de Me Guy MONDELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi..etc...

Lionel PRUCIEN

Officier d'état Civil de Petite Rivière de Nippes

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions conformes du Ministère Public maintient le défaut contre la partie défenderesse à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur Casner Pierre d'avec son épouse née Nathalie Clervil pour incompatibilité de caractères; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier, Coder GESTE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Patrick LABBE, Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du trente octobre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Guy MONDELUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Willy BERNABE, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

Benoit Clément

Officier d'état Civil de Saint Michel du Sud

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Karisma GEORGES d'avec son époux

Rubens GASPARD; pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier d'état Civil de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, juge en audience civile ordinaire et publique du trois Mars deux mille vingt-trois en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY

Greffier du siège

Il est ordonné.. etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions du Ministère Public, accueille

l'action du sieur Dionny MICOURT pour être juste et fondée; Admet en conséquence le divorce contradictoire du sieur Djonny MICOURT d'avec son épouse Marie Jona MATHURIN pour injures graves publiques aux torts réciproques des époux; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Desarmes de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; compense les dépens en raison de la qualité des parties.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Roland ALEXANDRE, av. Juge en audience civile et publique en date du sept Mars deux mille vingt-quatre en présence de Me. Vilsaint SOUVERAINT, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame née Laurène Thermilus contre son époux Nery ALCIDE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier d'état-Civil de Taïfer, commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages et intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du quatorze Juillet deux mille vingt-deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège.

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi....etc...

Me Luma CHARLES

Offcier d'Etat Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut

octroyé contre son épouse Dina Bernadin à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de Fredner Larrieux avec Dina Bernadin pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier d'Etat Civil de la commune de d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Osmond CASTOR Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du vingt Décembre deux mille vingt-quatre en présence de Me. VANNA Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur le sieur Jean Jershonn DESNESCA à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Jershonn DESNESCA née Marie Nelia BRINELUS d'avec son époux, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Carrefour de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret GABRIELE de ce siège pour la signification de ce Jugement Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du vendredi dix Juin deux mille vingt-deux, en présence du Substitut Commissaire du gouvernement Me. Eunide LEGERME faisant office du Ministère public et avec Marie Yolande CADET, Greffière

La diplomatie hostile de Washington envers Cuba !

Par Gabriel Vera Lopes

Le chargé d'Affaires de l'ambassade américaine à Cuba, Michael A. Hammer, rencontre des opposants et renforce la position hostile de Washington envers Cuba

Depuis que Donald Trump est président des Etats-Unis, les relations diplomatiques entre Washington et La Havane sont à nouveau très tendues, délicates et complexes. Comme on pouvait s'y attendre, avec le retour du magnat, l'hostilité envers Cuba s'est renforcée à la Maison Blanche.

Ces dernières semaines, les tensions se sont intensifiées à cause des actions polémiques du chef de mission de l'ambassade des Etats-Unis à Cuba, Michael A. Hammer, qui a commencé une tournée de réunions avec différents secteurs de l'opposition politique dans toute l'île.

Début mai, Hammer a diffusé une courte vidéo dans laquelle il annonçait qu'il parcourait l'île pour écouter « tous ceux qui voudraient partager ses perspectives et ses idées. » Ce message a été publié sur les réseaux sociaux officiels de l'ambassade des Etats-Unis à Cuba.

Depuis, le chef de mission a réalisé plusieurs rencontres avec des figures de l'opposition qui ont été relayées sur ses réseaux sociaux. La Havane a qualifié ces actions de provocations et d'ingérences dans les affaires intérieures du pays. Selon les analystes consultés par Brasil de Fato, la représentation diplomatique étasunienne cherche à provoquer une crise grâce à des actions délibérément interventionnistes largement diffusées sur les réseaux sociaux.

L'un des points centraux du débat sur l'action de l'ambassade est l'article 41 de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques qui stipule que « *le personnel diplomatique ne doit pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'état qui le reçoit.* »

Alors que La Havane signale que Hammer outrepasse les limites de la diplomatie traditionnelle pour entrer sur le terrain de l'ingérence politique, les autorités étasuniennes affirment que ces réunions sont seulement une façon de « connaître le pays » et « d'écouter les citoyens cubains. »

Vendredi 30, le ministère des relations extérieures de Cuba a diffusé un communiqué dans lequel il informe qu'il a à nouveau convoqué le chargé d'affaires des Etats-Unis « pour protester contre sa conduite irrespectueuse. »

Selon ce communiqué, l'ambassade des Etats-Unis inciterait des citoyens cubains à commettre de graves délits, à porter atteinte à l'ordre constitutionnel, à agir contre les autorités et à exprimer son soutien aux intérêts et aux objectifs d'une puissance étrangère hostile, ce qui représente une conduite provocatrice et irresponsable de la part du diplomate. »

Il prévient également que l'immunité diplomatique dont jouit Hammer « *ne peut être utilisée comme couverture pour des actes contre la souveraineté et l'ordre intérieur du pays devant lequel il est accrédité.* »

Nous allons à nouveau adopter une politique dure contre le régime cubain.

Samedi 24 avril, dans le cadre d'une tournée aux Etats-Unis, Michael Hammer a donné une conférence de presse à Miami devant des médias liés à l'opposition cubaine. Pendant celle-ci, il a abordé la politique actuelle du Gouvernement Trump envers Cuba et les récentes activités de l'ambassade des Etats-Unis sur l'île. « *Je commencerais par dire - et je pense que vous le savez déjà mais qu'il vaut la peine de le répéter - que la politique actuelle du Gouvernement Trump dirigée par le secrétaire d'Etat Marco Rubio est très claire. Le secrétaire Rubio lui-même l'a dit le 4 février: « Nous adopterons une fois de plus une politique dure contre le régime cubain.* »

Ces paroles coïncident avec une escalade des mesures restrictives mises en place par le président Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier 2024. Parmi celles ci se trouve la réincorporation de Cuba dans la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme et dans celle des nations qui ne coopèrent pas pleinement aux efforts internationaux destinés à combattre le terrorisme. Des décisions qui ont un impact sur le commerce et les investissements étrangers à Cuba.

Hammer a aussi signalé que le Gouvernement des Etats-Unis est en train de durcir les lois sur la migration qui empêchent d'accorder des visas à des membres du Parti Communiste de Cuba et à ceux qui ont occupé des charges importantes ces dernières années.

En ce qui concerne les activités de l'ambassade des Etats-Unis à Cuba, Hammer a affirmé que les réunions se poursuivraient: « *Il est important, une fois de plus, d'établir le contact avec le peuple cubain pour mettre en évidence le fait que le Gouvernement Trump et notre secrétaire d'Etat Marco Rubio sont conscients de leur situation, préoccupés par celle-ci et qu'ils souhaitent voir des changements.* »

La conférence de presse a été diffusée par Radio et TV Martí, des médias qui se disent « indépendants » mais qui sont financés par le Gouvernement des Etats-Unis pour promouvoir la « démocratie » et la « liberté de l'information » sur l'île.

Ces médias sont financés par le Bureau des Transmissions pour Cuba (OCB), un organisme qui supervise leurs émissions. En mars 2024, ils ont reçu 25 000 000 de $ de fonds publics pour soutenir leurs opérations.

Début janvier de cette année, sur son compte X, l'ambassade des Etats-Unis a fait savoir que Hammer avait « visité Radio et Télévision Martí pendant son séjour à Miami pour « connaître de plus près le travail qu'elles réalisent en informant sur ce qui se passe à Cuba. »

Pour sa part, le vice-ministre des relations extérieures de Cuba pour les affaires concernant les Etats-Unis, Johana Tablada, a répondu publiquement sur les réseaux sociaux en dénonçant le fait que la conférence de presse de Hammer n'était pas un événement « neutre » mais « une opération politique soigneusement planifiée. »

Elle signalait que son objectif était de légitimer l'ingérence diplomatique en tant que « solidarité », de couvrir les sanctions imposées par les Etats-Unis, d'exonérer le pays de toute responsabilité pour le blocus économique et de faire passer des figures contre-révolutionnaires financées par Washington pour des porte-parole légitimes du peuple cubain.

Des « attaques acoustiques » à l'offensive diplomatique.

Les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba ont été rompues en 1961, quand Washington a rompu officiellement ses liens avec l'île. Plus de 50 ans plus tard, un processus de rapprochement a débuté.

En 2015, sous le Gouvernement de Barack Obama et celui de Raúl Castro, une initiative de dialogue connue sous le nom de « dégel » a débuté et elle s'est achevée avec la normalisation des relations diplomatiques et la réouverture des ambassades dans les deux capitales.

Bien que l'embargo économique ait été maintenu -puisque sa révocation dépend de l'approbation du congrès des Etats-Unis- la réouverture de l'ambassade des Etats-Unis à La Havane a été une étape importante dans la « normalisation des relations » qui avait pour objectif de faciliter le dialogue sur les questions migratoires et économiques.

Mais ce processus n'a pas duré longtemps. Avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence en 2017, la politique des Etats-Unis envers Cuba a pris à n nouveau un ton clairement hostile. Le Gouvernement républicain a mis en place ce qu'il a appelé « une stratégie de pression maximale,» est revenu sur toutes les mesures de rapprochement prises par le Gouvernement Obama et a imposé de nouvelles sévères sanctions économiques.

Dans ce contexte, en septembre

Michael A. Hammer et Marco Rubio

de 2017, les Etats-Unis ont décidé de retirer tout leur personnel non essentiel de leur ambassade à Cuba. Le département d'Etat justifiait cette mesure en disant que depuis plusieurs mois, ses employés souffraient d'une série de symptômes inexplicables comme des nausées, des vertiges, de. la confusion mentale et d'une perte partielle de l'audition. Sans apporter de preuves concrètes, il attribuait ces symptômes à de soi-disant « attaques acoustiques. »

La presse internationale n'a pas tardé à se faire l'écho des accusations du département d'Etat en baptisant ce phénomène « syndrome de La Havane. » A ce moment-là, l'agence Associated Press (AP) avait diffusé un enregistrement audio réalisé par des diplomates comme preuve des soi-disant « attaques acoustiques. » Le « son étrange » fut décrit par les diplomates comme un bruit qu'on entendait la nuit.

Etant donné la gravité des accusations, cet enregistrement a été soumis à une enquête scientifique réalisée par les universités de Berkeley (Etats-Unis) et de Lincoln (Royaume Uni). Les résultats, publiés en 2019, révélèrent que le « son étrange » n'était rien de plus que le chant d'un grillon commun.

Malgré le côté insolite de cette affaire, les accusations avaient déjà eu des conséquences concrètes: le Gouvernement Trump a utilisé ces soi-disant « attaques » comme justification pour réduire de façon drastique le personnel de l'ambassade et suspendre une grande partie des services consulaires offerts aux citoyens cubains.

Malgré ses promesses électorales, sous le gouvernement du démocrate Joe Biden, la plupart des sanctions imposées par son prédécesseur ont été maintenues. Cuba est restée sur la « liste des Etats qui soutiennent le terrorisme » élaborée unilatéralement par le département d'Etat des Etats-Unis malgré les appels répétés de la communauté internationale à son retrait -même l'Assemblée générale de l'ONU une semaine à peine avant la fin du gouvernement démocrate.

Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier dernier, la politique de « pression maximale » est redevenue une priorité à Washington.

TeleSur 30 mai 2025
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 1 Juin 2025

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Yvens LOUIS CHARLES d'avec son épouse Christine LESPRANCE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section EST de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS Juge en audience civile ordinaire et publique du jeudi douze Décembre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné....etc....

En foi de quoi....etc.....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Anthonyse Dorlette d'avec son époux Bernard Cherizard pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier d'Etat civil de la commune de Carrefour, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet .Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce siège pour la signification de ce jugement compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Berge O. Surpris, juge en audience civil, ordinaire et publique du onze Octobre deux mille vingt-trois, en présence de Me Choubert Baptiste, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens Télémaque, Greffier du siège.

Il est ordonné.etc .....

En foi de quoi etc .....

Frappe ukrainienne de l'aviation stratégique de Russie : les conséquences pour le monde

Par Oleg Nesterenko

Ce dimanche, le 1er juin 2025, l'Ukraine a réalisé une frappe massive sur des aérodromes militaires stratégiques. Quatre aérodromes ont été visés avec succès : celui de « Diaghilevo », de « Olenya », de « Ivanovo » et de « Belaya », ce qui constitue la plus importante attaque de l'infrastructure militaire russe dans les profondeurs du territoire national depuis le déclenchement de la phase active des hostilités russo-ukraino-otaniennes, le 20 février 2022.

L'attaque a été réalisée par des drones FPV transportés dans des camions, sans que les conducteurs soient mis au courant - de même que cela a été fait avec l'attaque terroriste du pont de Crimée, le 17 juillet 2023, dans laquelle le conducteur du camion est mort dans l'explosion, sans savoir ce qu'il transportait.

La responsabilité de l'action a été immédiatement revendiquée par le service secret ukrainien SBU, qui l'a appelé l'opération « La toile d'araignée ». Selon le communiqué de presse du SBU, les dommages causés à la Russie consistent en la destruction de 41 appareils au sol, en partie des bombardiers stratégiques.

La « Triade nucléaire »

Un bombardier stratégique est un avion de combat d'une portée intercontinentale (plus de 5000 km) conçu pour le port et le lancement d'armes nucléaires (bombes aériennes, missiles de croisière et missiles balistiques), destinés à détruire les objectifs stratégiques situés sur le territoire ennemi.

Au sein des forces armées de la Fédération de Russie, les bombardiers stratégiques font partie dit de la « Triade nucléaire » qui désigne les forces armées stratégiques comprenant trois composantes : l'aviation stratégique ; les régiments des missiles stratégiques balistiques intercontinentaux et la flotte des porte-missiles sous-marins nucléaires stratégiques.

L'importance de l'existence de la Triade nucléaire consiste dans le partage des ogives nucléaires stratégiques entre trois types des forces armées stratégiques qui rend impossible la destruction de l'ensemble de l'arsenal nucléaire du pays en cas d'attaque surprise de l'ennemi, offre une plus grande souplesse dans l'utilisation de ces armes et garantit la destruction imminente de l'ennemi dans le cadre des frappes de riposte.

Le traité Start-II/SNV-III

Les conséquences négatives pour Moscou de l'attaque de l'infrastructure militaire stratégique de la Russie vis-à-vis de la campagne militaire menée en Ukraine sont proches de zéro absolu. Cela étant, les conséquences de l'action vis-à-vis de la sécurité nucléaire mondiale sont d'une portée stratégique et ne doivent pas être sous-estimées.

En mettant de côté l'aspect émotionnel de l'affaire, les positions et les réactions des diverses parties sur le sujet, de même que les modalités de la riposte militaire de Moscou qui aura lieu et qui sera, tout au moins, proportionnelle aux dégâts subis, voyons les réelles conséquences vis-à-vis de la sécurité nucléaire.

Non, il ne s'agit guère d'une potentielle explosion d'une ogive nucléaire qui pourrait se trouver à bord d'un des appareils au moment de leur destruction, mais de toute autre chose.

La première question que les observateurs non avertis de l'attaque ukrainienne de ce 1er juin doivent se poser, tout naturellement : comment cela se fait-il que l'aviation russe d'une importance stratégique vis-à-vis de la sécurité du pays ait pu se trouver en masse sur un banal parking de l'aérodrome, au lieu d'être soigneusement cachée et sécurisée dans des hangars en béton armé conçus à cet effet et qui doivent supporter des frappes militaires d'une puissance incomparablement plus importante que celle des vulgaires petits drones assemblés manuellement en cachette dans un garage ?

La réponse à cette question ne réside, en aucun cas, dans le potentiel grand manque de professionnalisme et négligence des personnes responsables du positionnement des appareils d'avions stratégiques sur les aérodromes en question, mais dans le traité Start-II/SNV-III. Le traité russo-américain sur la réduction des armements stratégiques offensifs.

Dans le cadre du nouveau caractère des relations russo-occidentales instauré depuis le début des hostilités en Ukraine, en février 2023 la Fédération de Russie a suspendu sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III – ce qui était une suite logique et parfaitement prévisible : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique.

Dans les clauses du traité Start-II, il est stipulé que chacune des parties prenantes de l'accord dispose du droit de le quitter dans le cas de changement significatif des circonstances : « *si elle considère que les circonstances exceptionnelles liées au contenu du présent accord ont mis en péril ses intérêts suprêmes* » (article 14, §3). La fixation par l'Occident collectif comme objectif « *la défaite stratégique de la Russie* » et les nombreuses déclarations officielles de ce dernier dans ce sens est un changement significatif des circonstances qui a reçu une réponse appropriée.

L'officialisation de la démarche de Moscou par l'adoption suivie de la ratification de loi fédérale Nr. 38-FZ du 23 février 2023 a été entreprise, afin de rester dans la stricte légalité vis-à-vis des engagements internationaux signés et ratifiés par la Fédération de Russie et de ne pas créer un précédent permettant aux adversaires d'instrumentaliser une hypothétique violation des engagements russes dans le cadre du droit international en vigueur.

Cela étant, d'une part, avec le gel de sa participation dans le traité, Moscou a souligné qu'elle continuerait à « *respecter strictement les limites quantitatives des armes stratégiques offensives* », indépendamment du présent accord russo-américain ; d'autre part, malgré la suspension en cours de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs, la Russie, dans le cadre d'un accord non public russo-américain, a continué à respecter d'une manière réciproque la partie du traité concernant la non-dissimulation de la composante aérienne de la Triade nucléaire : ne pouvant plus réaliser des visites réciproques de contrôle des installations d'armes nucléaires sur les territoires respectifs, les parties ont continué à bénéficier de la surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique dans le cadre du §1b de l'article 4 et des §1b et §1c de l'article 10 du traité, ne nécessitant pas les déplacements des contrôleurs.

Le §1b de l'article 4 stipule : « *Le déploiement de bombardiers lourds peut avoir lieu uniquement sur les bases aériennes* ». Et les §1b et §1c de l'article 10 du traité sont sans équivoque : « *afin d'assurer le contrôle du respect des dispositions du présent traité, chacune des parties s'engage à ne pas interférer avec les moyens techniques nationaux de contrôle d'une autre Partie qui exerce ses fonctions conformément au présent article et de ne pas recourir à des mesures de camouflage qui rendent difficile le contrôle du respect des dispositions du présent traité par des moyens techniques nationaux de contrôle* ».

Soit, le traité interdit d'empêcher les satellites de la partie adverse de surveiller 24/24h, 7/7j, les bombardiers stratégiques par quelques moyens que cela soit. Soit, ils doivent rester en permanence à ciel ouvert.

Le jeu du pyromane Zelensky avec la boîte de Pandore et les conséquences pour le monde

En sachant pertinemment que la frappe qui a eu lieu ce 1er juin 2025 n'aura non seulement strictement aucun effet sur le déroulement des opérations militaires russes menées sur le sol ukrainien et sur ses succès, mais, bien au contraire, mènerait à de graves représailles de Moscou que le monde constatera et que l'Ukraine subira sous peu, le régime de Zelensky qui n'a strictement aucune volonté de négocier un accord de paix et de voir la fin de la guerre en cours - car elle sera associée, fort probablement, à la fin de son règne – a ouvert la boîte de Pandore qui mènera dans les 100% des cas vers l'aggravation de la situation de la sécurité nucléaire mondiale.

L'initiative entreprise par Kiev ne peut être considérée autrement que criminelle vis-à-vis de cette dernière, car nul doute que la page de la possibilité de surveillance satellitaire réciproque de l'aviation stratégique est tournée à tout jamais.

Non seulement la Fédération de Russie, mais également les Etats-Unis d'Amérique ne permettront plus de mettre leurs appareils assurant la sécurité stratégique des pays sous le danger des potentielles frappes « à l'ukrainienne ».

Dès à présent, même si les relations russo-américaines seront restaurées, le traité Start-II/SNV-III, suspendu en février 2023 et arrivant à son terme légal en février 2026, ne peut plus être resigné en état : dorénavant, la composante aérienne des Triades nucléaires respectives sera grandement sécurisée et donc dissimulée, ce qui mène, *de facto*, vers une importante diminution du contrôle des armements nucléaires par le monde avec toutes les conséquences qui en découleront.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE *(www.c-cie.eu)*

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)

JJ's Fritaille
4021 Glenwood Road
(corner Albany Avenue)
Brooklyn, NY 11210

Open Monday to Thursday
2 pm to 10 pm
Friday and Saturday
2 pm to 11 pm
Sunday
Closed

347.636.2850

Tonel ToGo
BON Bonbon Cafe, Patisserie & Bakery

- Griot • Tassot
- Pwason
- Poul an sòs
- Coffee/Tea
- Pastries
- Fresh Bread
- Haitian Patties
- Chocolat lakay

1407 Flatbush Ave.
(Corner Farragut) Brooklyn,
NY 347.240.1166

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn

AUTHENTIC HAITIAN CUISINE
KREYOL FLAVOR
EST • 2007

2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) **718.856.2100**

8221 Flatlands Avenue
(b/t E. 82 & 83 St.)
718.975.7488

1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509

Mexique : la grève des enseignants de la CNTE se poursuit !

Les enseignants de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) ont entamé une journée de manifestations ce lundi matin dans différents points de la ville de Mexico, marquant ainsi leur douzième jour de grève. Ils réclament l'abrogation immédiate de la loi de 2007 sur l'Institut de sécurité sociale et des services sociaux (ISSSTE) et de la réforme de l'éducation de 2019.

Les enseignants, originaires de la capitale, du Chiapas, d'Oaxaca et du Michoacán, se sont rassemblés au siège du ministère de l'Éducation publique (SEP), du ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) et de l'Institut national électoral (INE), où la police de Mexico est arrivée à 8 heures. La CNTE a rappelé que l'abrogation de la loi ISSSTE était l'une des promesses de campagne de la présidente Claudia Sheinbaum et que « de nombreux enseignants croyaient également que ces changements se produiraient, que cette transformation serait visible ».

« *Aujourd'hui, la présidente affirme qu'il n'y a pas de ressources pour abroger la loi ISSSTE de 2007, mais nous avons entendu son message de campagne : l'une des premières mesures à prendre était d'abroger cette loi* », a déclaré Pedro Hernández Morales, dirigeant du syndicat dissident des enseignants de la section 9 de Mexico, au SEP.

Parmi les revendications de la CNTE figure le retour au système de retraite solidaire et l'établissement du calcul des pensions sur le salaire minimum, et non sur les unités de mesure actualisées (UMA). De plus, les enseignants ont rappelé que le gouvernement fédéral leur avait proposé de geler l'âge minimum de départ à la retraite à 58 ans pour les hommes et à 56 ans pour les femmes, mais que cette proposition ne profitait qu'à 24 % des enseignants, tandis que les près de 80 % restants étaient « condamnés à une vie misérable » sur des comptes individuels.

« *Ils réclament 2 millions de pesos sur leurs comptes individuels pour pouvoir prendre leur retraite. Cela signifie que même à 28 ou 30 ans, ou même si nous atteignons le seuil d'âge, si nous n'avons pas ce montant, nous sommes condamnés à continuer à travailler jusqu'à 65 ans, avec le risque de ne pas percevoir cette pension à vie* », a ajouté Hernández.

Les manifestations devraient se poursuivre jusqu'à ce qu'un dialogue soit instauré avec les autorités fédérales et que les revendications des enseignants, qui organisent un sit-in illimité sur le Zócalo de la capitale depuis le 15 mai, soient prises en compte.

Resumen Latinoamericano 2 juin 2025

Bolivie : Blocages, marches et manifestations réclament la démission de Luis Arce en pleine crise économique

L'autoroute menant à Sucre bloquée par des agriculteurs de la région de Mizque, qui réclament l'inscription de l'ancien président Morales

Marches, manifestations, début de blocus dans certaines régions et manifestations dans plusieurs capitales départementales réclamant la démission du président Luis Arce Catacora, en raison de son incapacité à résoudre la grave crise économique qui frappe le pays.

À Cochabamba, Santa Cruz et La Paz, des mobilisations de femmes au foyer, d'associations de quartier et d'autres secteurs ont de nouveau été signalées, exigeant non plus une solution aux problèmes économiques, mais la démission du président.

Des blocages sporadiques ont également été observés. À Cochabamba, un blocus a été établi dans la zone de Llavini pendant plusieurs heures, et les agriculteurs de la zone ont quitté les lieux après l'annonce de l'arrivée des forces de l'ordre.

Ils ont toutefois annoncé que la mesure de pression se poursuivrait dans d'autres régions au fil des jours, si le Tribunal suprême électoral (TSE), subordonné au gouvernement, refusait l'inscription d'Evo Morales Ayma comme candidat.

L'autoroute menant à Sucre a également été bloquée par des agriculteurs de la région de Mizque, qui réclament l'inscription de l'ancien président Morales et la démission du président Luis Arce Catacora.

Selon les dirigeants de ce secteur, la mesure de pression ne sera pas suspendue ; au contraire, elle s'intensifiera dans d'autres régions au fil des jours, si le gouvernement ne résout pas les problèmes économiques et politiques du pays.

À La Paz, un autre barrage routier a également été érigé dans la région de Laja par des camionneurs protestant contre le manque de carburant et de dollars, et la grave crise économique qui touche la population nationale.

Par ailleurs, les dirigeants du mouvement pour la liberté des transports ont donné au gouvernement 48 heures pour normaliser les ventes de diesel et d'essence, faute de quoi ils bloqueront les principales autoroutes du pays.

Les représentants du secteur fédéré des transports ont également annoncé des mesures de pression, suite à une réunion convoquée mardi prochain à Cochabamba pour analyser la situation économique.

D'autres secteurs ont également annoncé des manifestations. La première manifestation à avoir eu lieu ce jeudi a été celle du « Primero de Mayo » dans la zone sud de Cochabamba, pour protester contre la hausse des prix des produits de première nécessité et des médicaments, ainsi que contre la pénurie de carburant qui a réduit le service de transport urbain.

El Nuevo Cambio 29 mai 2025

Qui arme les terroristes en Afrique ?

Il est désormais établi qu'une bonne partie de ces armes fournies à l'Ukraine vient alimenter le terrorisme et la criminalité au Sahel

Des armes occidentales livrées à l'Ukraine se retrouvent entre les mains de groupes armés en Afrique, a alerté le 29 mai Tatiana Dovgalenko, cheffe du Département du partenariat avec l'Afrique au ministère russe des Affaires étrangères.

Une première alerte ? Pas du tout, et en voici une preuve.

Les armes envoyées par l'Occident au régime de Kiev commencent à affluer en Afrique de l'Ouest, avertissait en novembre 2022 Muhammadu Buhari, président nigérian de l'époque. Selon lui, l'arrivée de ces armes a posé de nouveaux défis alors que la menace terroriste dans le bassin du lac Tchad avait été relativement maîtrisée.

Les armes fournies à Kiev par l'Occident *«sont pires que celles qui sont passées par la Libye»,* confiait à Sputnik un officier à la retraite de la Garde nationale de Tunisie en avril 2023. Pourquoi ? Ces armes sont «*très perfectionnées, c'est une technologie de pointe*».

«J'ai vu dans les médias que Volodymyr Zelensky lui-même avait limogé une partie de ses proches pour des faits de corruption sur des équipements militaires livrés», racontait le dirigeant burkinabè dans une interview accordée à Sputnik en 2023. «*Ça veut dire que ce n'est pas contrôlé et cela se retrouve sur le continent africain»,* résumait Ibrahim Traoré.

En septembre 2024, Bamako a exprimé sa «vive préoccupation». «*Il est désormais établi qu'une bonne partie de ces armes fournies à l'Ukraine vient alimenter le terrorisme et la criminalité au Sahel*», a fait savoir Issa Konfourou, représentant permanent du Mali lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU.

En RCA, des instructeurs militaires russes ont rapporté avoir saisi des armes de fabrication française, belge et américaine aux groupes terroristes. Parfois, ce sont «*même les modèles les plus récents*», a révélé en avril à Sputnik Afrique Alexandre Ivanov, directeur de la Communauté des officiers pour la sécurité internationale.

Sputnik Afrique 29 Mai 2025

Julian Assange à Cannes : « Si les guerres peuvent être déclenchées par des mensonges, la paix peut être instaurée par la vérité »

Cette célèbre citation d'Assange montre très clairement ce que le fondateur de WikiLeaks recherche dans toutes ses actions : un monde plus pacifique.

Il n'est donc pas étonnant que Julian Assange se soit présenté la semaine dernière au Festival du film de Cannes avec un message politique qui le préoccupe depuis très longtemps.

Lentement, le fondateur de WikiLeaks a ouvert sa chemise sur le tapis rouge, laissant apparaître un t-shirt blanc qui semble légèrement gris sur le devant – mais ce n'est pas une décoloration, ce sont de nombreux mots écrits en très petits caractères.

En y regardant de plus près, on s'aperçoit qu'il y a des milliers de noms. 4986, pour être précis. Il y en a tellement qu'à première vue, cela semble gris. Ce sont les noms des enfants qui ont été tués par les attaques israéliennes dans la bande de Gaza au cours des deux dernières années. Au dos de son T-shirt, on voit clairement l'inscription « Stop Israel ! »

Julian Assange profite de l'occasion pour attirer à nouveau l'attention sur les crimes de guerre, comme il l'avait fait avant son arrestation, lorsqu'il avait changé l'opinion publique sur la guerre en Irak par ses publications.

Il n'est pas non plus resté inactif pendant son séjour à l'ambassade équatorienne. Il était lui-même en très grand danger, mais ceux qui pensent qu'il ne s'est soucié que de lui-même et de son sort pendant cette période se trompent. Un jour, il est là, à la fenêtre. On le voit debout derrière un rideau, une pancarte à la main. Sur ce panneau, il n'est pas écrit « Free Assange » – sur ce panneau, il est écrit « Free Palestine ».

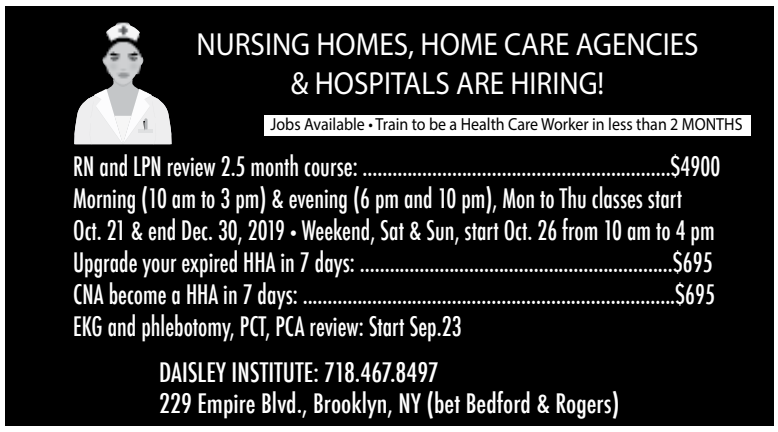
Ethecon Fondation Éthique & Économie a décerné l'année dernière à Julian Assange le prix Internationalen ethecon Dead Planet Award 2024 pour son engagement contre l'oppression, l'exploitation, les violations des droits humains, la destruction de la nature, la misère sociale et la guerre.

Dans la déclaration de motivation, on peut lire : « *Le militant des*

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com



ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

Get a break on your taxes! Donate your car, truck, or SUV to assist the blind and visually impaired. Arrange a swift, no-cost vehicle pickup and secure a generous tax credit for 2025. Call Heritage for the Blind Today at 1-855-484-3467 today!

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-833-441-4496.

AUTOS WANTED

We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-833-661-4172

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-833-641-6397

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-833-880-7679

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-833-807-0159

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

Prepare for power outages with Briggs & Stratton® PowerProtect(TM) standby generators - the most

Julian Assange pose pour les photographes lors de la séance photo du film « The Six Billion Dollar Man » au 78e festival international du film, Cannes, dans le sud de la France, le mardi 20 mai 2025.

droits humains et de la paix Julian Assange s'oppose courageusement, indépendamment de sa propre sécurité, aux dangers pour sa santé et sa vie, à l'injustice, à la violence étatique et aux crimes de guerre. Il s'engage résolument non seulement pour les droits humains, la paix et la liberté de la presse, mais aussi pour le développement des droits fondamentaux universels. Il agit dans l'intérêt de la communauté humaine. Il porte haut la morale et l'éthique et s'oppose à la disparition de la Terre, planète morte et inhabitable ».

A Cannes, Julian Assange a présenté son film « *The Six Billion Dollar Man* ». Il raconte l'histoire d'Assange, depuis la création de WikiLeaks jusqu'à son arrestation et sa libération grâce à un vaste mouvement de solidarité internationale.

En Allemagne aussi, les critiques à l'encontre d'Israël sont de plus en plus nombreuses. Ce mardi 27 mai, des manifestations de citoyens israéliens opposés à l'armement d'Israël ont eu lieu dans toute l'Europe.

Pressenza 30 mai 2025

Ce sont les noms des enfants qui ont été tués par les attaques israéliennes dans la bande de Gaza

powerful home standby generators available. Industry-leading comprehensive warranty - 7 years ($849 value.) Proudly made in the U.S.A. Call Briggs & Stratton 1-888-605-1496

HOME IMPROVEMENT

Do you know what's in your water? Leaf Home Water Solutions offers FREE water testing and whole home water treatment systems that can be installed in as little one day. 15% off your entire purchase. Plus 10% senior & military discounts. Restrictions apply. Schedule your FREE test today. Call 1-866-247-5728

HOME IMPROVEMENT

Safe Step. North America's #1 Walk-In Tub. Comprehensive lifetime warranty. Top-of-the-line installation and service. Now featuring our FREE shower package and $1600 Off for a limited time! Call today! Financing available. Call Safe Step 1-855-916-5473

HOME IMPROVEMENT

Prepare for power outages today with a Generac Home Standby Generator. Act now to receive a FREE 5-Year warranty with qualifying purchase. Call 1-877-516-1160 today to schedule a free quote. It's not just a generator. It's a power move.

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

MISCELLANEOUS

PRIVATE SENIOR RESIDENCE: Your Loved Ones Will Be Treated Like Family. Basic Care Provided. Meals, Laundry, Housekeeping & Gym Onsite. PRIVATE PAY ONLY. arlinresidence@gmail.com 914-462-0624

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just $20/month. For more information, call 1-844-919-1682

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-833-549-0598 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803.

Jesyon Ka nan Brooklyn

Si ou gen 60 tan oswa plis, epi ou bezwen èd pou konplete aktivite chak jou w yo, Pwogram Jesyon Ka nou yo kapab ede w jwenn
aksè ak sèvis epi sipò ou bezwen yo.

Yon travayè sosyal kapab ede idantifye bezwen w yo atravè yon evalyasyon konplè lakay oupou tès depistaj sèvis epi ede konekte w ak sèvis tankou:

- Manje nourisan delivre lakay ou
- Benefis ak dwa tankou koupon manje, Medicaid, Egzanpsyon Ogmantasyon Lwaye pou Granmoun Aje (SCRIE), ak Revni Sekirite Siplemantè (SSI)
- Referans pou netwayaj / ti travay kay, fè makèt, lesiv, swen pèsonèl, ak lòt sèvis swen lakay
- Asistans pou jere pwoblèm sante
- Asistans pou peye bòdwo
- Pwoblèm lojman
- Defans pou ede garanti tout sèvis kominotè ki disponib yo

help@jasa.org | 212.273.5272 | www.jasa.org | 247 West 37 Street, New York, NY 10018

@jasaseniors

UJA Federation NEW YORK

MWA JEN 2025
ELEKSYON PRIMÈ

Jou Eleksyon: Madi 24 jen

Vòt Alavans: 14 jen – 22 jen

Kijan pou Vote ak Vòt pa Chwa Preferansyèl

- ☑ **Fè premye chwa ou** epi ranpli oval ki koresponn ak kandida a anba 1ye kolòn nan.
- ☑ Ou renmen plis pase yon sèl kandida? Ranpli oval yo pou 2èm, 3èm, 4èm ak 5èm chwa ou yo.
- ☑ Ou kapab vote tou pou sèlman **1** kandida.
- ☒ Pa klase menm kandida a plis pase yon fwa.
- ☒ Pa bay plizyè kandida menm klasman an.

Aksè ak Lang nan Biwo Vòt yo

Ou gen **dwa pou w mache ak yon entèprèt** ansanm ak ou.

Epitou, CEC ap founi sèvis entèprèt nan kèk biwo vòt ak nan kèk lang.

Jwenn plis enfòmasyon sou:

on.nyc.gov/vla

CEC NYC Civic Engagement Commission | VOTER LANGUAGE ASSISTANCE